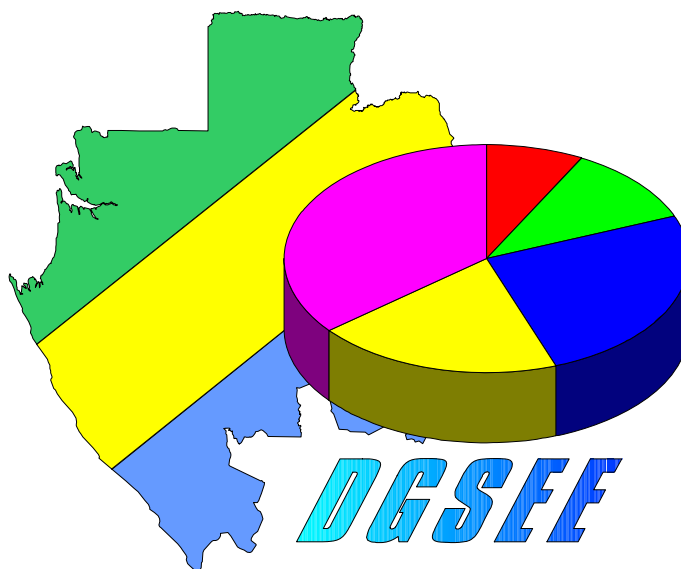

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES



**ANNUAIRE STATISTIQUE
DU GABON**

2001-2007

DIRECTION DES STATISTIQUES GENERALES

N° 11- juillet 2009

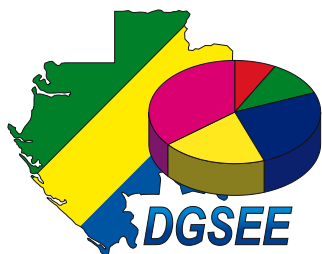


REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT, DE LA PERFORMANCE
PUBLIQUE, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE

ANNUAIRE STATISTIQUE DU GABON- 2001-2007

Avec la collaboration :



SOMMAIRE

Page

Remerciements	I
A nos lecteurs	III
Le mot du ministre du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique	IV
Sigles, abréviations et symboles	V
I. Environnement	1
Chapitre I.1 : Territoire et climatologie	2
I.1.1 Climatologie	7
Chapitre I.2 : Vie politique et administrative	9
I.2.1 Composition du gouvernement	11
I.2.2 Assemblée nationale.....	11
I.2.3 Activité du parlement	12
I.2.4 Sénat.....	12
I.2.5 Conseils municipaux	13
II. Démographie	14
Chapitre II.1 : Structure de la population, fécondité et mortalité	15
II.1.1 Structure de la population.....	16
Chapitre II.2 : Fécondité et mortalité.....	17
II.2.1 Fécondité	19
II.2.2 Mortalité.....	21
III. Population active, revenus, conditions de vie des ménages et Pauvreté	23
Chapitre III.1 : Population active, emploi et chômage	24
III.1.1 Population active en 2005	28
III.1.2 Emploi	31
III.1.3 Emploi dans le secteur Privé	35
III.1.4 Création d'entreprise.....	37
III.1.5 Demandeurs d'emploi	39
Chapitre III.2 : Revenus et transferts sociaux	43
III.2.1 Revenus	45
III.2.2 Transferts sociaux	46
III.2.3 Les transferts des membres des ménages à Libreville.....	48
Chapitre III.3 : Indice des prix à la consommation des ménages	49
III.3.1 Indice des prix à la consommation des ménages	52
III.3.2 Prix moyens à la consommation	54
Chapitre III.4 : Consommation et logement des ménages	55
III.4.1 Structure de la consommation globale des ménages	57
Chapitre III.5: La pauvreté dans les ménages.....	59
III. 5.1. Pauvreté.....	61

Chapitre III.6	Habitat et logement	64
	III.6.1. L'habitat et le logement.....	67
IV.Santé, éducation et développement humain.....		70
Chapitre IV.1 :	Santé	71
	IV.1.1 Dépenses de santé	74
	IV.1.2 Structures sanitaires	74
	IV.1.3 Personnel sanitaire	78
	IV.1.4 Activités de soins préventifs et lutte contre le paludisme.....	81
	IV.1.5.1 Activités de soins curatifs	87
	IV.1.6. Principales pathologies causes de morbidité.....	94
	IV.1.7. Les décès enregistrés dans les DRS .et principales pathologies.	99
Chapitre IV.2 :	Education- Formation professionnelle et Technique.....	105
	IV.2.1 Données d'ensemble	109
	IV.2.2 Enseignement primaire	111
	IV.2.3 Entrée dans l'enseignement secondaire	113
	IV.2.4 Enseignement secondaire	113
	IV.2.5 Enseignement normal.....	116
	IV.2.6 Enseignement technique et professionnel.....	117
	IV.2.7 Résultats aux examens dans le premier cycle secondaire.....	120
	IV.2.8 Entrée dans l'enseignement universitaire.....	120
	IV.2.9 Enseignement universitaire.....	122
	IV.2.10. Effectifs dans les structures de formation gérées par les autres administrations	126
Chapitre IV.3 :	Développement humain	129
	IV.3.1 Indicateurs de développement humain.....	131
	IV.3.2 Participation de la femme.....	132
V. Données économiques d'ensemble		133
Chapitre V.1 :	Comptabilité nationale	134
	V.1.1 Ressources et emplois de biens et services	141
	V.1.2 Produit intérieur brut aux prix courants	143
	V.1.3 Agrégats divers	146
Chapitre V.2 :	Finances	148
	V.2.1 Finances publiques	151
	V.2.2 Monnaie et crédit	155
VI. Agriculture, élevage, forêt, pêche et industries		159
Chapitre VI.1 :	VI.1.1 Superficies et productions agricoles	164
	VI.1.2 Elevage	166
	VI.1.3 Exploitation forestière	167
	VI.1.4 Production, achat et commercialisation de grumes.....	168
	VI.1.5 Commercialisation.....	169
	VI.1.6 Pêche	170
Chapitre VI.2 :	Industries extractives	173
	VI.2.1 Pétrole brut	175
	VI.2.1 Gaz naturel	177
	VI.2.2 Mines	178
Chapitre VI.3 :	Autres industries	179
	VI.3.1 Industries agroalimentaires	182
	VI.3.2 Industrie du bois	183
	VI.3.3 Industrie chimique	184

VI.3.4 Raffinage du pétrole	184
VI.3.5 Eau potable	186
VI.3.6 Electricité	187
VI.3.7 Matériaux de construction.....	189
VI.3.8 Indice de la Production industrielle.....	189
VII. Transports, communications, culture et sport	190
Chapitre VII.1 :	
VII.1.1 Transport terrestre	193
VII.1.2 Transport ferroviaire	195
VII.1.3 Transport fluvial et lagunaire	196
VII.1.4 Transport maritime	196
VII.1.4 Transport aérien.....	199
Chapitre VII.2 :	
Communications, culture et sport	201
VII.2.1 Postes	204
VII.2.2 Télécommunications.....	205
VII.2.3 Autres communications, culture, sport et tourisme	206
VII.2.3.2 la culture.....	207
VII.2.3.3 Sports.....	209
VII.2.3.4 Tourisme et structures d'hébergement.....	211
VIII. Echanges extérieurs	214
Chapitre VIII.1 :	
Commerce extérieur	215
VIII.1.1 Données d'ensemble	217
VIII.1.2 Commerce extérieur du Gabon selon les partenaires	218
VIII.1.3 Commerce extérieur du Gabon selon les continents... ..	233
VIII.1.4 Commerce extérieur du Gabon par type de produits.....	235
VIII.1.5 Commerce extérieur du Gabon selon les voies d'échange et les postes d'enregistrement.....	239
Chapitre VIII.2 :	
Balance des paiements	240
VIII.2.1 Balance des paiements : crédits, débits et soldes.....	242
VIII.2.2 Balances diverses	243
Annexes	245
Liste des principaux organismes correspondants de la DGSEE pour l'Annuaire 2001-2007	
Noms et Prénoms des personnes extérieures ayant participé à la validation des données de l'Annuaire Statistique du Gabon 2001-2007	
Sites touristiques et parcs nationaux du Gabon	
Agences touristiques et compagnies d'aériennes au Gabon	
Nomenclatures gabonaises de comptabilité nationale	
Sections de la nomenclature douanière du Gabon	
Lexique des institutions financières du Gabon	
Organigramme de la DGSEE	

Remerciements

La Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques tient à remercier les entreprises, les organismes professionnels et les services publics qui ont contribué, par leurs informations, à l'élaboration de l'Annuaire statistique du Gabon 2001-2007.

<i>Directeur de publication</i>	Louis-Martin WORA
<i>Rédacteur en chef</i>	Jean Nestor NGUEMA
<i>Rédacteurs</i>	Jean Nestor NGUEMA Nicaise NKOGHE NZE Thierry MENGUE Olga ZANG TOUNG Jean Rodolphe NGUEMA Rodrigue NGUEMA NGUI Wilfried MENDAME MVE Evrard ENGOZOGHE Armand ABESOLO NKWELE Hermann MAMONGO Gobesse NSEME BITEGHE Ghislain WAMBERT Edwige MFOUMOU ELLA
<i>Enquêteurs</i>	Désiré EWONG WOGA Patrick NDONG MEYO Emmanuel ANGOUE EKOMY Stéphane Jean-Baptiste BOUYOUDOU Armand ABESOLO NKWELE Désiré EWONG WOGA Annie Flore MONONGONE Thierry MENGUE Jean Rodolphe NGUEMA Rodrigue NGUEMA NGUY Wilfried MENDAME MVE Jean Guy BIDZAME Alain KASSA Théophile EBI MINKO Paulin NSOME METOULE Ghislain WAMBERT Edwige MFOUMOU ELLA Alain ONDO ONGONE
<i>Maquettiste</i>	Symolin ONDO METO'O

Comité de lecture

Louis-Martin WORA

Paul-Henri NGUEMA MEYE

Hélène BENGOSAME

Jean Pierre ZIMA MEFE

Jeannine BAKENDA, épouse IBALA

Paul-Henri WIRRANKOSKI

Jean-Nestor NGUEMA

Jean Noël BIYOGO OBAME

Symolin ONDO METO'O

Francis Thierry TIWINOT

Rédaction achevée le 23 avril 2009 Collecte des données arrêtée le 30 mars 2009
--

A nos lecteurs

Après l'édition 2004, qui portait sur les données de l'année 2000, l'Annuaire statistique du Gabon réapparaît dans sa onzième édition. A travers cette publication, la DGSEE présente à ses lecteurs une synthèse de l'information statistique nationale. La réalisation de cet annuaire s'imprègne du contexte socio-économique.

L'édition 2009 couvre la période allant de 2001 à 2007 comprend à huit parties scindées en vingt et un chapitres. L'information produite est assez diversifiée.

Chaque chapitre est introduit par :

- une rubrique « présentation » définissant le cadre général du chapitre ;*
- une rubrique « sources et méthodologie » décrivant la collecte et le traitement des données en vue de disposer des informations présentées ;*
- une rubrique « publications de référence » présentant les documents exploités ;*
- une rubrique « principales définitions » permettant de comprendre les concepts utilisés dans l'élaboration des données.*

A la fin de l'ouvrage se trouve une liste des organismes qui indique tous ceux qui ont apporté, de près ou de loin leur concours pour à la réalisation du présent annuaire.

Des lacunes subsistent certainement dans cet ouvrage et toutes les observations constructives seront les bienvenues pour l'amélioration des prochaines parutions.

LE DIRECTEUR DE PUBLICATION

Le mot du Ministre du Développement

L'édition 2009 de l'Annuaire statistique du Gabon couvre la période 2001-2007.

Cette publication est le fruit d'une laborieuse collecte de données qui a conduit la DGSEE à solliciter la collaboration de divers organismes publics et privés.

Cette collecte n'a pas été exhaustive car plusieurs administrations n'ont pas rempli les questionnaires qui leur étaient destinés. Par conséquent, de nombreuses informations restent non disponibles.

En effet, nous avons constaté que certains questionnaires déposés auprès des fournisseurs de statistiques n'ont pas été retournés au Ministère du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique, particulièrement au niveau de la DGSEE, soit parce que certains fournisseurs n'exploitent pas les statistiques qui existent dans leurs administrations, soit parce que les statistiques sollicitées ne sont pas élaborées dans ces entités alors qu'elles devraient l'être.

Tous ces manquements altèrent, d'une part le suivi des indicateurs retenus dans le cadre de la mise en œuvre du DSCRP et des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) d'autre part. Ces insuffisances restreignent la qualité et la consistance de cet annuaire tout en réduisant le champ d'information utile aux différents utilisateurs de données statistiques.

Par ailleurs, il faut comprendre que l'Annuaire statistique du Gabon est un document qui fait la synthèse des données sectorielles et présente les statistiques officielles de la République gabonaise.

Ainsi, la DGSEE qui est au centre de cette activité la conduit en conformité avec ses missions essentielles de :

- coordination et de centralisation des données statistiques de toutes origines ;*
- collecte et le traitement des statistiques suivant la norme universelle pour disposer des informations socio-économiques ;*
- la publication et de diffusion systématiques des statistiques officielles.*

Dans la perspective d'améliorer ce document de référence, je compte sur l'effort des uns et des autres pour parvenir à une meilleure collaboration entre les fournisseurs d'informations statistiques et la DGSEE. Dans un tel contexte, nous parviendrons évidemment à une meilleure connaissance du Gabon à travers un annuaire statistique plus exhaustif.

Professeur Anaclé BISSIELO

Sigles, abréviations et symboles

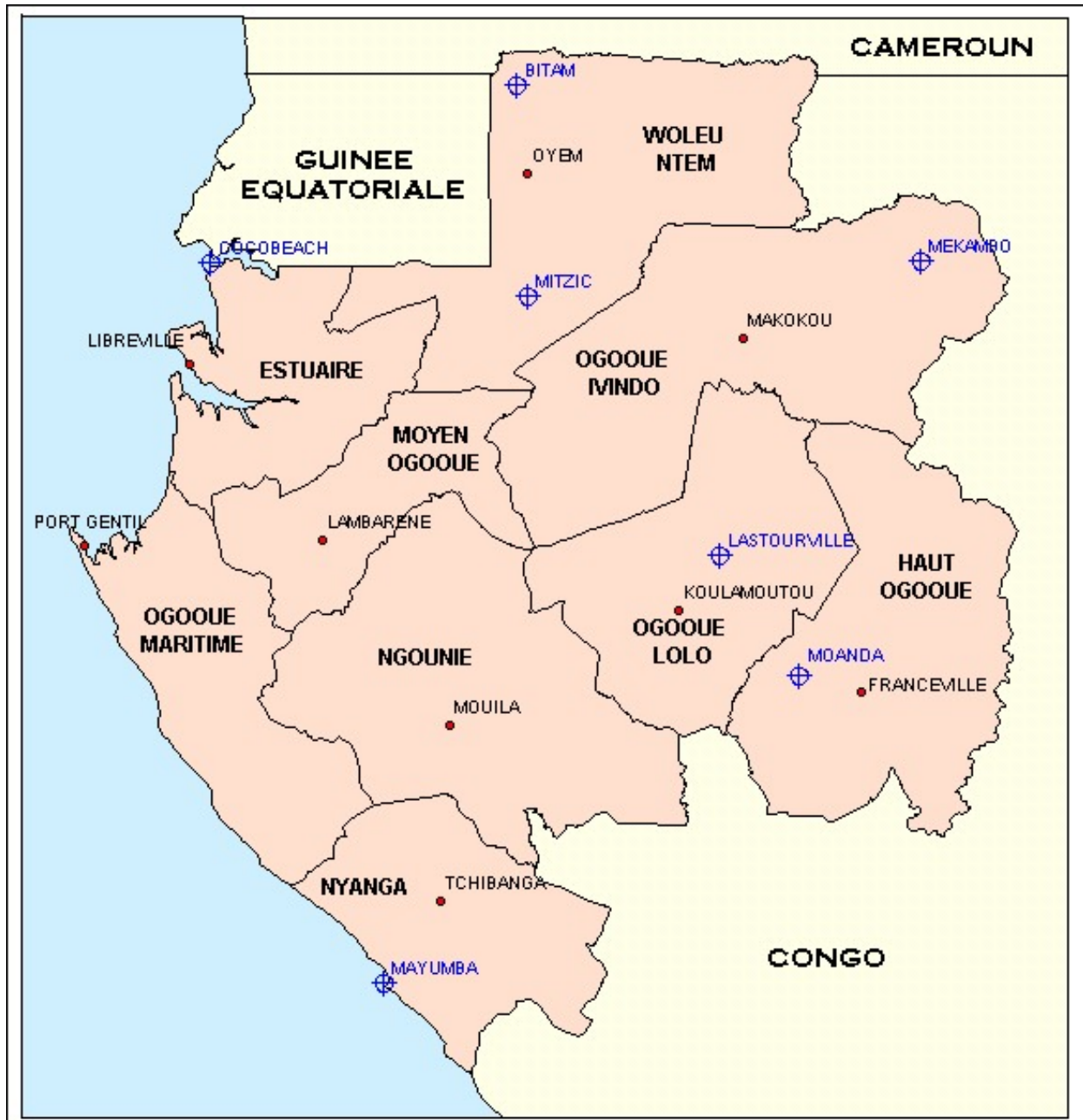
-	Néant
0 et 0,0	Valeur proche de 0
*	Le renseignement n'existe pas par faute d'enquête
..	Donnée non disponible
///	Absence de donnée due à la nature des choses
°C	Degré Celsius
g	gramme
GWh	Gigawatt heure (10 ⁶ KWh)
hl	Hectolitre
Kg	Kilogramme
KWh	Kilowatt heure
m ³	Mètre cube
mio	Millions
MW	Mégawatt
t	Tonne
ADL	Aéroport de Libreville
AIB	Autres institutions bancaires
AIBE	Autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC
AIBN	Autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC
APG	Appui au paysannat gabonais
APIP	Agence de Promotion des Investissements privés
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
BCM	Banques créatrices de monnaie
BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale
DED	Direction des études et de la documentation
BGD	Banque Gabonaise de Développement
BICIG	Banque Internationale pour le Gabon et l'Industrie du Gabon
BID	Banque islamique de développement
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CGPD	Commissariat général au plan et au développement
CIO	Comité international olympique
CNSS	Caisse nationale de Sécurité sociale
CRH	Compte pour le refinancement de l'Habitat
CIRMF	Centre international de recherche médicale de Franceville
COMILOG	Compagnie minière de l'Ogooué
Ct-RCRH	Crédit Refinancé par le CRH
DDICB	Direction du développement des industries et du commerce du bois
DGA	Direction générale de l'agriculture
DGB	Direction générale du Budget
DGCP	Direction générale de la comptabilité publique
DGDDI	Direction générale des douanes et des droits indirects
DGCSP	Direction générale des Caisse de Stabilisation et de péréquation
DGE	Direction générale de l'économie
DGEEH	Direction générale de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures
DGEF	Direction générale de l'Economie forestière
DGPA	Direction générale des pêches et de l'aquaculture
DGRH	Direction générale des ressources humaines
DGSEE	Direction générale de la statistique et des études économiques
DGSP	Direction générale de la santé publique

DGSR	<i>Direction générale de la sécurité routière</i>
DGTL	<i>Direction générale du tourisme et des loisirs</i>
DGTP	<i>Direction générale des travaux publics</i>
DMN	<i>Direction de la météorologie nationale</i>
DRS	<i>Direction régionale de santé</i>
SOBOLECO	<i>Société des eaux minérales de Léconi</i>
EBE	<i>Excédent brut d'exploitation</i>
EDML	<i>Enquête Dépenses des Ménages de Libreville</i>
EDSG	<i>Enquête démographique et de Santé du Gabon</i>
EGEP	<i>Enquête Gabonaise pour l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté</i>
EI	<i>Entrepreneurs individuels</i>
ENAM	<i>Ecole nationale d'art et manufacture</i>
FBCF	<i>Formation brute de capital fixe</i>
FCFA	<i>Franc de la coopération financière en Afrique centrale</i>
FIDA	<i>Fonds international de développement de l'agriculture</i>
GABOA	<i>Société gabonaise d'oxygène et d'acétylène</i>
GBP	<i>Livre Sterling</i>
GMM	<i>Gabonaise de mousse et matelas</i>
GPL	<i>Gabonaise de peintures et laques</i>
HEVEGAB	<i>Société de développement de l'hévéaculture au Gabon</i>
IBL	<i>Institutions bancaires en liquidation</i>
IDH	<i>Indice de développement humain</i>
IFNB	<i>Institutions financières non bancaires</i>
IGAD	<i>Institut gabonais d'appui au développement</i>
INSEE	<i>Institut national de la statistique et des études économiques</i>
JPY	<i>Yen japonais</i>
MEFBP	<i>Ministère de l'économie, des finances, du budget et de la privatisation, chargé de la Programmation des investissements</i>
MEN	<i>Ministère de l'éducation nationale</i>
MESRIT	<i>Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation technologique</i>
MISPD	<i>Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique et de la décentralisation</i>
OCAM	<i>Organisation commune africaine et malgache</i>
OCEAC	<i>Organisation de l'Afrique centrale sur les programmes des grandes endémies</i>
ONB	<i>Office national du baccalauréat</i>
ONE	<i>Office national de l'emploi</i>
OPRAG	<i>Office des ports et rades du Gabon</i>
PEV	<i>Programme élargi de Vaccination</i>
PIB	<i>Produit intérieur brut</i>
PIZOLUB	<i>Société Pizo de formulation de lubrifiants</i>
PME	<i>Petites et moyennes entreprises</i>
PNB	<i>Produit national brut</i>
PNLS	<i>Programme national de lutte contre le Sida</i>
PNUD	<i>Programme des Nations unies pour le développement</i>
PPA	<i>Parité des pouvoirs d'achat</i>
RGPH	<i>Recensement général de la population et de l'habitat</i>
S.A	<i>Société anonyme</i>
SARL	<i>Société anonyme à responsabilité limitée</i>
SCG	<i>Société des ciments du gabon</i>
SCN	<i>Système de comptabilité nationale des Nations unies</i>
SECN	<i>Système élargi de comptabilité nationale</i>
SEEG	<i>Société d'énergie et d'eau du Gabon</i>
SEPBG	<i>Société d'exploitation du parc à bois du Gabon</i>

Sigles, abréviations et symboles

SETRAG	<i>Société d'Exploitation du Transgabonais</i>
SMAG	<i>Société meunière et avicole du Gabon</i>
SOCIGA	<i>Société des cigarettes du Gabon</i>
SOGARA	<i>Société gabonaise de raffinage</i>
SOGATRA	<i>Société gabonaise de transport</i>
SUCAF GABON	<i>Sucreries d'Afrique Gabon</i>
TOFE	<i>Tableau des opérations financières de l'Etat</i>
TVA	<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>
UA	<i>Union Africaine</i>
UE	<i>Union européenne</i>
UEMOA	<i>Union économique et monétaire ouest-africaine</i>
UGB	<i>Union Gabonaise de Banque</i>
UNESCO	<i>Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture</i>
UOB	<i>Université Omar Bongo</i>
URAI	<i>Union des représentants des automobiles industrielles</i>
USD	<i>Dollar américain</i>
VA	<i>Valeur ajoutée</i>
XEU	<i>Euro</i>
Yuan (Renmibi)	<i>Yuan chinois</i>

LE GABON



LEGENDE

- Chefs-lieux de province
- Stations météorologiques autres que les chefs-lieux de province

I. ENVIRONNEMENT

Chapitre I.1

Territoire et climatologie

1. Présentation

Logé dans le golfe de Guinée et à cheval sur l'Equateur, le Gabon est situé, d'une part, entre 2°15 Nord et 4° Sud de latitude et, d'autre part, entre 8°30 Ouest et 14°30 Est de longitude. Il est limité au Nord-Ouest par la Guinée Equatoriale, au Nord par le Cameroun, à l'Est et au Sud par le Congo Brazaville et à l'Ouest par l'océan Atlantique sur 800 km. La longueur des frontières territoriales est de 2 551 km, dont 350 avec la Guinée Equatoriale, 298 avec le Cameroun, et 1 903 avec le Congo.

Le territoire a une superficie de 267 667 km² dont 80% couverte par la forêt équatoriale qui, avec plus de 400 essences, présente 180 000 km² de réserves forestières. La superficie des forêts protégées et reboisées est respectivement de 2 490 000 et 30 000 hectares. Tandis que la superficie mise en exploitation représente 9 877 622 hectares.

Les décrets n^{os} 189/ PR / MEFCR et n^o 678 / PR/ MEFCR des 4 mars 1987 et 28 juillet 1994 pris par le gouvernement gabonais fixent les normes sur la protection de la faune et la flore en République gabonaise. Ainsi, certains animaux sont protégés et certaines forêts sont classées en République gabonaise.

Le pays présente des paysages assez variés. Son relief est constitué de plaines côtières, de plateaux et de massifs montagneux situés au-dessus de 800 mètres d'altitude. Le point culminant est le mont Iboundji, dans le massif du Chaillu (au Sud du pays), avec 1 575 mètres d'altitude.

Les cours d'eau sont navigables sur 3 000 km environ. Le principal fleuve, l'Ogooué, long de 1 200 km, dont 800 km au Gabon, draine 75% du territoire national et se jette dans l'océan Atlantique à Port-Gentil. La Nyanga, second fleuve gabonais, draine un bassin de 22 500 km².

Le Gabon appartient à un domaine climatique de type équatorial, caractérisé par une chaleur constante, une hygrométrie élevée, des précipitations abondantes et fréquentes. Selon les régions, la pluviométrie varie de 1 500 à 3 000 mm d'eau par an. La température moyenne varie entre 22° et 32° Celsius. Elle présente un maximum de février à avril et un minimum entre juillet et août. Le cycle climatique comporte quatre saisons : une petite saison sèche de janvier à février, une grande saison des pluies de mars à juin, une grande saison sèche de juillet à septembre et une petite saison des pluies d'octobre à décembre.

Au plan administratif, le pays est découpé en différentes entités administratives et territoriales. Le territoire national est ainsi divisé en provinces, départements, districts, cantons, regroupements de villages et villages. Au niveau décentralisé, le Gabon est constitué de collectivités locales où les communes tiennent une place principale.

L'organisation administrative, dans son ensemble, a légèrement varié depuis 2007. Le découpage administratif mis en place porte à 49 le nombre de départements, à 52 communes et à 29 arrondissements. Seule la province de l'Estuaire a enregistré deux nouveaux départements (Océan Gongoué et le Cap) et deux communes (Ndjomo et Cap Estérias)

Ainsi, le découpage administratif se présente de la manière suivante en 2007 :

	2007
Provinces	9
Départements	49
Cantons	152
Communes	52
Arrondissements	29
Districts	26
Regroupement de villages	911
Villages	2393

Source : MISPD

Depuis, l'année 2007, par ailleurs, la répartition des départements et communes apparaît de la manière suivante au Gabon.

	2000	2007
Provinces		
Estuaire		
Départements	3	5
Communes	5	7
Haut-Ogoué		
Départements	11	11
Communes	12	12
Moyen-Ogooué		
Départements	2	2
Communes	2	2
Ngounié		
Départements	9	9
Communes	9	9
Nyanga		
Départements	6	6
Communes	6	6
Ogooué Ivindo		
Départements	4	4
Communes	4	4
Ogooué Lolo		
Départements	4	4
Communes	4	4
Ogooué Maritime		
Départements	3	3
Communes	3	3
Woleu-Ntem		
Départements	5	5
Communes	5	5

Source : Quotidien national « Union » des 9 et 13 mai 2008

Dans sa politique de protection de l'environnement, le Président de la République a préservé 11 % du territoire national. Cette politique a permis de créer des espaces de réserves naturels, des aires protégées pour la faune et la flore.

Ainsi, le cumul des espaces naturels protégés au Gabon entre les années 2000 et 2007 se présente comme suit :

Types de protection	2000		2007	
	Nombre	Surface (ha)	Nombre	Surface (ha)
Réserves naturelles	2	710 000	1	10 000
Aires de gestions de la Faune/Parcs nationaux	3	1 300 000	13	2 924 000
Réserves présidentielles	1	480 000	1	480 000

Source: DGEF/DED

En outre, les sites inscrits et classés se répartissent de la manière suivante :

	Cumul
	2007
Nombre de sites inscrits	3
Nombre de sites classés	1

Source : DGEF/DED

Par ailleurs, les différentes espèces animales protégées au Gabon en 2000 et 2007 sont réparties de la manière suivante:

Espèces	Espèces connues nombre	2000		2007	
		Partiellement protégées	Intégralement protégées	Partiellement protégées	Intégralement protégées
Mammifères	150	11	18	18	13
Oiseaux	600	6	3	-	2
Poissons	14	-	-	-	-
Reptiles	144	6	-	3	2
Amphibiens	69	-	2	-	-

Source : DGEF/DED

2. Sources et méthodologie

La description des aspects géographiques et du relief a été fournie par l'Institut national de cartographie. Cette description a été complétée par la consultation de l'ouvrage intitulé « Notre pays le Gabon » de Frédéric MEYO BIBANG et Jean Martin NZAMBA.

Les données sur la faune et la flore ont été collectées à la Direction Générale des Eaux et Forêts à travers les statistiques fournies par la Direction des Etudes et de la Documentation.

Les données climatologiques ont été fournies par la Direction de la météorologie nationale et les stations météorologiques situées dans certaines localités du pays. Sur les quatorze stations météorologiques que comptait le Gabon, il en reste huit qui sont en fonction aujourd'hui. Parmi ces stations de la météorologie, certaines sont entretenues par l'ASECNA dans le cadre des activités de cet organisme et d'autres par le Ministère de tutelle à travers la Direction de la Météorologie Nationale (DMN).

Les températures indiquées sont prises sous abri à environ deux mètres au-dessus du sol. La température annuelle moyenne est la moyenne arithmétique simple des 12 moyennes mensuelles des « températures moyennes » observées. Les minima et maxima annuels correspondent aux valeurs extrêmes relevées au cours de l'année.

3. Publication de référence

- Frédéric MEYO BIBANG et Jean-Martin NZAMBA - *Notre pays le Gabon : géographie* - Nouvelle édition EDICEF-EDIG - 1992.

4. Principales définitions

- **Animaux intégralement protégés**

Ce sont des animaux dont la chasse, la capture, le commerce et la circulation sont interdits.

- **Animaux partiellement protégés**

Ce sont les animaux dont la chasse, la capture, le commerce et la circulation font l'objet d'une réglementation spéciale.

- **Commune**

C'est une collectivité locale de droit public regroupant les habitants d'une agglomération urbanisée liés par des intérêts socio-économiques. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Les communes de grande taille sont subdivisées en arrondissements.

- **Département**

Circonscription administrative subdivisée en districts, cantons, regroupements de villages et villages, le département est une collectivité territoriale de droit public dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

- **District**

C'est une circonscription administrative subdivisée en cantons, regroupements de villages et villages.

- **Province**

La province est une circonscription administrative subdivisée en départements, districts, cantons, regroupements de villages et villages.

- **Regroupement de villages**

C'est une entité administrative constituée d'au moins deux villages, c'est-à-dire d'au moins deux cellules administratives de base. Les villages sont des localités rurales dont les habitants, en majorité, exercent dans le secteur agricole.

- **Température maximale**

C'est la température la plus élevée de la journée, que l'on observe aux environs de 15 heures.

- **Température minimale**

C'est la température la plus basse de la journée ; elle s'observe aux environs de 4 heures.

- **Température moyenne**

C'est la moyenne arithmétique de la température maximale observée aux environs de 15 heures et de la température minimale relevée aux environs de 4 heures.

- **Humidité relative**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la quantité de vapeur d'eau de l'air et celle qu'aurait l'air s'il était saturé. L'humidité relative est également représentée par le ratio tension de la vapeur d'eau sur tension maximum correspondant à la température au moment de l'observation.

Tableau I.1.1.2 : Pluviométrie par principales stations climatologiques (suite et fin)

		Hauteur des précipitations en mm						
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Makokou	Nombre de jours de pluies	54	68	106	104	119	100	..
	Hauteur des précipitations	814	1 005	1 676	1 225	1 536	1 340	..
Mouila	Nombre de jours de pluies	73	103	118	151	166	181	120
	Hauteur des précipitations	1 086	1 369	1 627	2 013	2 102	2 015	2 296
Port-Gentil	Nombre de jours de pluies	142	146	90	76	129	125	143
	Hauteur des précipitations	1 732	1 846	1 198	809	1 369	1 698	2 235
Tchibanga	Nombre de jours de pluies	44	78	64	..	59	123	73
	Hauteur des précipitations	397	863	725	..	638	1 586	850

Source : DMN

Tableau I.1.1.3 : Humidité relative par principales stations climatologiques

		Unité: %						
		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Bitam	Humidité relative maximale	98	98	98	98	98	98	98
	Humidité relative minimale	62	63	62	63	61	63	60
Franceville	Humidité relative maximale	94	95	96	95	94
	Humidité relative minimale	62	62	63	63	63
Lastourville	Humidité relative maximale	98	98	98	98	98
	Humidité relative minimale	67	67	67	67	67
Libreville	Humidité relative maximale	94	95	96	95	94	95	96
	Humidité relative minimale	71	72	72	72	72	74	73
Makokou	Humidité relative maximale	98	98	98	98	98	98	..
	Humidité relative minimale	65	64	63	63	63	62	..
Mouila	Humidité relative maximale	97	96	96	97	97	94	97
	Humidité relative minimale	65	64	65	65	66	65	64
Port-Gentil	Humidité relative maximale	93	93	93	92	94	94	93
	Humidité relative minimale	72	73	73	73	74	74	73
Tchibanga	Humidité relative maximale	98	98	98	98	98	97	99
	Humidité relative minimale	67	67	69	69	67	64	64

Source : DMN

Chapitre I.2

Vie politique et administrative

1. Présentation

Le Gabon est indépendant depuis le 17 août 1960. Sa capitale politique, Libreville, est située dans la province de l'Estuaire où réside près de 50% de la population du Gabon. Les autres principales villes du Gabon sont Port-Gentil, qui est la capitale économique, Franceville, Oyem et Moanda.

Le Président de la République, Chef de l'Etat, est élu au suffrage universel direct à la majorité simple (scrutin à deux tours) pour un mandat de sept ans, renouvelable. Il nomme le Premier ministre, Chef du Gouvernement, et le Vice-Président de la République.

L'Assemblée nationale et le Sénat, sous leurs formes actuelles, ont vu le jour respectivement en 1990 et 1996. Les députés sont élus au suffrage universel direct à deux tours pour un mandat de cinq ans, tandis que les sénateurs sont élus au suffrage universel indirect pour une durée de six ans.

Au plan local, les conseillers municipaux sont élus au suffrage universel direct pour une durée de cinq ans.

Depuis les élections présidentielles de 2005, l'Assemblée nationale et le Sénat ont été renouvelés respectivement en 2006 et 2009.

Au titre des relations internationales, le Gabon, dont la langue officielle est le français, entretient des rapports avec de nombreux Etats et organismes internationaux, régionaux ou sous-régionaux. Il est, entre autres, membre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), de l'Organisation de l'Union Africaine (UA) et de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes spécialisés.

Le Gabon appartient à la zone Franc et est également membre de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque islamique de développement (BID), de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

2. Sources et méthodologie

Les données sur les consultations électorales, la composition de l'Assemblée nationale et les partis politiques proviennent du Ministère de l'intérieur, de l'Assemblée nationale, de la Cour constitutionnelle et du Sénat.

3. Publications de référence

- Assemblée nationale - *Composition de l'Assemblée nationale et ses organes : Dixième législature (2002-2006)*.
- SENAT- Les élus nationaux et locaux de la République Gabonaise, novembre 2006

4. Principales définitions

- **Electeur**

C'est une personne de nationalité gabonaise, âgée de 18 ans et plus, non privée de droits civiques et inscrite sur les listes électorales.

- **Pourcentage de suffrages exprimés**

C'est le rapport entre les suffrages exprimés et le nombre d'électeurs inscrits.

- **Suffrages exprimés**

Ils correspondent au nombre total de bulletins de vote non blancs et non nuls enregistrés lors d'une élection.

- **Suffrage indirect**

C'est l'élection à laquelle participent seulement que les « grands électeurs » (conseillers municipaux).

- **Suffrage universel direct**

C'est une élection à laquelle participe l'ensemble des électeurs.

- **Taux de participation**

C'est le rapport, en pourcentage, entre le nombre de votants et celui des électeurs inscrits.

I.2.1 : Composition du gouvernement de la République

Tableau I.2.1.1 : Composition du gouvernement

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de ministres ⁽¹⁾	39	40	49
dont nombre de femmes	9

(1) Ministres d'Etat, ministres, ministres délégués, secrétaires d'Etat, non compris le Premier ministre.
En 2001 et 2002, le nombre de ministres est respectivement de 39 et 40.

Source : Secrétariat général du gouvernement

I.2.2 : Assemblée nationale

Tableau I.2.2.1 : Partis politiques et Assemblée nationale

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de sièges à l'Assemblée	120	120	120	120	120	120	120
Nombre de partis politiques							
Légalisés
Représentés à l'Assemblée nationale ¹	7	7	7	7	7	7	13

(1) Y compris les partis en cours de légalisation.

Source : Assemblée nationale

Tableau I.2.2.2 : Composition de l'Assemblée nationale

	1997-2001	2002-2006	2007-2011
Parti démocratique gabonais	88	91	82
Rassemblement national des bûcherons (MBA ABESSOLE) ¹	5	8	-
Rassemblement pour le Gabon	-	-	7
Rassemblement national des bûcherons (ANDRE KOMBILA) ¹	-	1	2
Parti gabonais du progrès	8	3	1
Parti de l'unité du peuple	1	0	0
Forum africain pour la reconstruction	2	0	1
Congrès pour la démocratie et la justice	1	0	2
Mouvement de redressement national	-	0	0
Mouvement de redressement national originel	1	0	0
Alliance démocratique et républicaine	1	0	4
Parti social démocrate	1	1	2
Union socialiste gabonaise	2	0	0
Union du peuple gabonais	2	0	7
Cercle des libéraux réformateurs	2	2	2
Renouveau pour la démocratie et le progrès	1	0	0
Mouvement africain pour le développement	-	1	1
Rassemblement des démocrates républicains	-	-	1
Union gabonaise pour la démocratie et le développement	-	-	4
Indépendants ²	5	13	4
Total des députés	120	120	120

1. Ce parti a scindé pour donner deux tendances du Rassemblement national des bûcherons. Le Rassemblement national de bûcherons (MBA ABESSOLO) a pris en 2006, le nom de Rassemblement pour le Gabon.

2. Députés indépendants, c'est-à-dire siégeant pour le compte d'aucun parti politique.

Source : Assemblée nationale

I.2.3 : Activité du Parlement

Tableau I.2.3.1 : Evolution du nombre de lois votées à l'Assemblée nationale par an et par nature

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Administration du territoire	1	0	2	0	4	1	2
Affaires sociales	1	0	2	3	3	1	6
Conventions internationales	2	0	3	6	3	1	4
Défense nationale	1	0	0	0	0	0	0
Enseignement	-	2	0	0	0	0	0
Environnement et culture	1	1	1	1	1	2	2
Etat de droit et pouvoir public	14	6	9	1	5	2	3
Finances publiques et économie	6	5	5	10	12	9	22
Fonction publique	1	0	0	0	0	0	0
Justice	-	0	1	0	1	0	0
Politique et Election	2	5	4	6	2	5	2
Non déterminé	1	3	2	5	4	8	0
Total	30	22	29	32	35	29	41

Source : Assemblée nationale

I.2.4 : Sénat

Tableau I.2.4.1 : Composition du Sénat à travers les partis politiques ayant un représentant

	1997-02	2002-08
Parti démocratique gabonais	52	67
Rassemblement pour le Gabon ¹	///	8
Rassemblement national des bûcherons	19	0
Parti gabonais du progrès	4	1
Alliance démocratique et républicaine	3	3
Parti social démocrate	0	1
Parti de l'unité du peuple	1	0
Union du peuple gabonais	1	1
Gabon avenir	0	1
Mouvement commun de développement	1	0
Cercle des libéraux réformateurs	1	4
Rassemblement pour la démocratie et le progrès	1	1
Parti gabonais du centre indépendant	0	1
Autres ⁽²⁾	8	3
Total des sénateurs	91	91

1. Né de la Scission du Rassemblement national des bûcherons

2. Sénateurs indépendants, c'est-à-dire siégeant pour le compte d'aucun parti politique.

Source : Sénat

I.2.6 : Conseils municipaux

Tableau I.2.6.1 : Représentation des partis politiques dans les conseils municipaux et départementaux

	1997-02	2002-08
Parti démocratique gabonais	541	..
Rassemblement national des bûcherons	242	..
Parti gabonais du progrès	55	..
Alliance démocratique et républicaine	41	..
Parti de l'unité du peuple	30	..
Cercle des libéraux réformateurs	21	..
Union du peuple gabonais	17	..
Union socialiste gabonaise	15	..
Parti gabonais du centre indépendant	14	..
Rassemblement pour la démocratie et le progrès	10	..
Union pour le développement et la liberté	8	..
Forum africain pour la reconstruction	7	..
Parti social démocrate	7	..
Association pour le socialisme au Gabon	2	..
Indépendants	106	..
Non identifiés	3	..
Total des conseillers municipaux	1 119	1 119
Total des conseillers départementaux	811	811
Total des conseillers communaux et départementaux	1 930	1930

Source : MISPD

II. DEMOGRAPHIE

Chapitre II.1

Structure de la population

1. Présentation

Au recensement général de la population et de l'habitat de 1993 (RGPH93), le Gabon comptait un peu plus de 1014976 habitants.

L'évolution de la population gabonaise (en milliers) est la suivante :

	2001	2002
Population au 1 ^e juillet	1236,7	1267,6

2. Sources et méthodologie

Les statistiques de 2001 à 2002 sont des estimations calculées à partir du taux de croissance de 1993, soit 2,5% par an.

3. Principales définitions

- **Recensement (de la population)**

Selon les Nations Unies, le recensement de la population est l'ensemble des opérations qui consistent à collecter, grouper, évaluer, analyser, publier et diffuser de toute autre manière des données démographiques, économiques et sociales se rapportant à un moment donné à tous les habitants d'un pays ou d'une partie bien déterminée du pays. C'est donc un dénombrement exhaustif de la population d'un pays à une date fixe. Cette opération ne concerne que la population de fait ou population de facto.

- **Population de fait**

C'est l'ensemble des personnes présentes sur le territoire au moment du recensement. On parle aussi de population présente.

- **Accroissement (d'une population)**

C'est la variation de l'effectif d'une population durant une période.

II.1.1 : Structure de la population

Tableau II.1.1.1 : Estimation de la population gabonaise par milieu de résidence et par sexe

	Milieu urbain		Milieu rural		Ensemble		Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
2001	452 788	451 633	158 591	173 645	611 379	625 279	1 236 657
2002	464 105	462 920	162 555	177 994	626 660	640 914	1 267 574
2003
2004
2005
2006
2007

Source : DGSEE

Tableau II.1.1.2 : Estimation de la population (en milliers) par groupes d'âge et par sexe

	2001	2002
Population Totale	1 236,7	1 267,6
Masculin	611,4	626,6
Féminin	625,3	641,0

Source : DGSEE

Chapitre II.2

Fécondité et mortalité

1. Présentation

Les statistiques sur la fécondité et la mortalité au Gabon sont fournies par l'Enquête Démographique et de Santé du Gabon (EDSG) réalisée par la DGSEE au cours de l'année 2000.

L'indice synthétique de fécondité est estimé à 4,3 enfants par femme selon les données de l'EDSG 2000.

L'une des caractéristiques de cette fécondité est sa précocité. En effet, une femme sur deux donne sa première naissance à 18,5 ans.

Par ailleurs, la durée médiane de l'intervalle (ou intervalle inter-génésique) qui sépare la naissance d'un enfant de la naissance précédente est généralement supérieure à deux ans et demi (33,9 mois).

Au Gabon, malgré les progrès enregistrés dans le domaine de la santé, la mortalité reste élevée.

Selon les résultats de l'EDSG, durant la période 1996-2000, on a enregistré les taux de mortalité suivants :

- mortalité infantile de : 57 pour 1000 ;
- mortalité infanto-juvenile de : 33 pour 1000 ;
- mortalité maternelle à : 519 décès pour 100 000 naissances.

2. Sources et méthodologie

Les données de ce chapitre proviennent de deux opérations de collecte réalisées par la DGSEE :

1. le recensement général de la population et de l'habitat effectué en 1993 ;
2. l'EDSG réalisée en 2000.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - Bureau central du recensement - *Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 : principaux résultats.*
- Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - Bureau central du recensement - *Recensement général de la population et de l'habitat de 1993 : analyse des résultats - Tome III.*
- Ministère de la Planification, de l'Environnement et du Tourisme - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - *Rapport de synthèse de l'Enquête Démographique et de Santé de l'année 2000.*

4. Principales définitions

- **Année d'exposition**

C'est le nombre d'année pendant laquelle une femme est soumise au risque de prendre une grossesse.

- **Indice synthétique de fécondité**

C'est le nombre moyen d'enfants nés vivants d'une femme en fin de vie féconde.

- **Intervalle inter-génésiq**

C'est la durée médiane qui sépare la naissance d'un enfant de la naissance précédente.

- **Quotient de mortalité néonatale (NN)**

C'est la probabilité de décéder avant d'atteindre un mois.

- **Quotient de mortalité post-néonatale (PNN)**

C'est la probabilité de décéder après la période néonatale, mais avant le premier anniversaire.

- **Quotient de mortalité infantile (1q0)**

C'est la probabilité de décéder avant le premier anniversaire.

- **Quotient de mortalité juvénile (4q1)**

C'est la probabilité de décéder entre le premier et le cinquième anniversaire.

- **Quotient de mortalité infanto-juvénile (5q0)**

C'est la probabilité de décéder avant le cinquième anniversaire.

- **Taux global de fécondité générale**

C'est le nombre moyen de naissances par femme en âge de procréer dans une population et pour une année donnée.

- **Taux brut de natalité**

C'est le nombre de naissances vivantes d'une année par rapport à la population moyenne de cette année.

II.2.1 : Fécondité

Tableau II.2.1.1 : Taux de fécondité

Groupe d'âges	Unité : pour 1000				
	Libreville et Port-gentil	Autres villes	Urbain	Rural	Ensemble
15 - 19 ans	121	124	131	210	144
15 - 19 ans	156	217	172	284	193
25 - 29 ans	146	210	162	245	178
30 - 34 ans	167	175	169	202	176
35 - 39 ans	72	129	88	143	101
35 - 39 ans	39	66	46	143	101
45 - 49 ans	(11)	(18)	13	8	11

NB : Les taux sont calculés pour la période de 1-60 mois avant l'enquête. Les taux de 45-49 ans peuvent être légèrement biaisés du fait de données incomplètes pour ce groupe d'âges. Les taux calculés sur 125-249 femmes par années d'exploitations non pondérées sont entre parenthèses.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.2 : Indice synthétique de fécondité

Groupe d'âges	Libreville et Port-Gentil	Autres villes	Urbain	Rural	Ensemble
	Indice synthétique de Fécondité 15-49 (pour 1 femme)	3,6	4,8	3,9	5,7
Indice synthétique de Fécondité 15-49 (pour 1 homme)	3,5	4,8	3,8	5,7	4,2
Taux général de fécondité générale (pour 1000)	129	170	140	206	153
Taux brut de natalité (pour 1 000)	32,1	36,2	33,3	32,4	33,1

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.1.3 : Répartition (en %) des femmes par âge à la première naissance et âge médian à la première naissance selon l'âge actuel en 2000.

Age actuel	Age à la première naissance							effectif des femmes	âge médian
	femmes sans naissance	moins de 15 ans	15-17	18-19	20-21	22-24	25 et +		
15-19	73,4	3,7	19,6	3,3	A	A	A	1 587	B
20-24	28,3	6,7	28,6	23,1	10,4	2,9	A	1 260	19,2
25-29	12,5	7,8	33,6	23,1	11,0	8,1	3,9	977	18,7
30-34	7,2	8,8	35,6	19,9	11,3	8,4	8,8	864	18,5
35-39	4,5	9,4	35,9	19,4	14,2	8,2	8,3	665	18,4
40-44	3,1	13,2	34,8	21,7	13,4	8,6	5,2	497	18,2
45-49	7,0	12,5	32,6	16,0	13,1	7,9	10,9	332	18,5

(A) : Sans objet.

(B) : Non applicable: moins de 50 % de femmes ont eu un enfant.

Source : DGSEE (EDSG 2000)

II.2.2 : Mortalité

Tableau II.2.2.1 : Mortalité infantile, mortalité juvénile et mortalité infanto-juvénile sur les cinq années précédant l'enquête

Périodes quinquennales avant l'enquête	Unité : pour 1000				
	mortalité néonatale	mortalité post-néo- natale	mortalité infantile	mortalité juvénile	mortalité infanto- juvénile
0-4 ans	30,1	27,2	57,3	33,2	88,6
5-9 ans	33,7	31,6	65,2	31,2	94,4
10-14 ans	26,3	25,8	52,1	33,1	83,5
15-19 ans	31,6	31,9	63,5	63,5	97,8

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.2.2 : Estimation directe de la mortalité maternelle à partir des données concernant l'état de suivie des frères et sœurs des enquêtées sur une période de 6 ans avant l'enquête (1994 - 2000)

Groupe d'âges	décès maternel	années d'expo- sition	taux par causes mater- nelles (%)	propor- tion des décès %
15-19	7	16 893	0,43	21,80
20-24	14	17 088	0,80	26,30
25-29	21	14 520	1,47	34,40
30-34	7	11 439	0,62	13,20
35-39	5	8 130	0,58	9,70
40-44	4	4 064	1,06	12,90
45-49	1	2 081	0,61	5,00
15-49	59	74 215	0,77	19,30

NB :

1- Taux de mortalité maternelle (TMM) est de 519 pour 100 000 naissances

2- Le risque de mortalité maternelle sur la durée de vie (RDV) est de 0,23

Source : DGSEE (EDSG 2000)

Tableau II.2.2.3: Estimation directe de la mortalité adulte par âges pour la période 0-6 ans avant enquêtées, par sexe en 1994-2000

Groupe d'âges	Sexe féminin			Sexe masculin		
	Décès	années d'exposition	Taux (p.1000)	Décès	années d'exposition	Taux (p.1000)
15-19	33	16 893	1,96	29	15 694	1,84
20-24	52	17 088	3,03	46	16 562	2,78
25-29	62	14 520	4,29	62	14 618	4,26
30-34	54	11 439	4,71	59	11 126	5,29
35-39	49	8 130	5,98	47	7 507	6,22
40-44	33	4 064	8,23	58	4 187	13,88
45-49	26	2 081	12,31	29	2 032	14,09
15-49	309	74 215	4,42¹	330	71 726	4,99¹

(1) : Taux standardisés par âge

Source : DGSEE (EDSG 2000)

III. POPULATION ACTIVE, REVENUS, CONDITIONS DE VIE DES MENAGES ET PAUVRETE

Chapitre III.1

Population active, emploi et chômage

1. Présentation

Le Gabon comptait 431414 personnes occupées âgées d'au moins 15 ans et 73134 chômeurs, en 2005, selon les données issues de l'Enquête Gabonaise pour l'Evaluation et le suivi de la pauvreté (EGEP). Il enregistre ainsi un taux d'activité global de 55,5 %.

Le travail est essentiellement localisé dans les zones urbaines où vit 80,5% de la population active occupée en 2005.

Le nombre de chômeurs a augmenté de 8% entre 1993 et 2005. Ce chômage atteignait 16 % en 2005 sur l'ensemble du territoire, avec un taux de 19% en zone urbaine.

Dans le secteur moderne, l'emploi a progressé de 5% en 2007, par rapport à l'année 2006. En effet, même si les effectifs de l'administration de développement ont connu une augmentation remarquable de 44%, ce sont les effectifs des personnels exerçant au sein de l'administration des pouvoirs publics et dans l'éducation nationale qui sont les plus nombreux.

Par ailleurs, le parapublic et le privé ont connu une faible progression des effectifs de 0,6% en 2007 par rapport à 2006.

Au Gabon la création d'entreprises se fait à travers plusieurs administrations. On note entre autres :

- l'APIP, agence de promotion des investissements privés qui s'occupe de la création dans son guichet unique sous la tutelle technique du ministère du commerce. Cette agence a repris le volet de création des entreprises dévolues autrefois au ministère du commerce ;
- la Direction générale des impôts est chargée de l'attribution des numéros statistiques et du recouvrement des impôts des entreprises en activité.

La base de l'APIP et celle de la DGI ne sont pas comparables en termes d'unités en raison de la non déclaration des entreprises à l'assiette fiscale après leurs enregistrements à l'APIP.

Le Gabon comptait de 2004 à 2007, 10 020 entreprises créées à l'APIP, tous secteurs d'activité confondus. Avec une moyenne de 2 505 créations l'an durant les quatre dernières années (non compris les chiffres des antennes provinciales APIP).

Ces entreprises sont essentiellement localisées à Libreville. Les entreprises individuelles et les sociétés à responsabilité limitée représentent plus de 95% des créations globales par an.

Le commerce et les prestations de service aux particuliers et aux entreprises concentrent l'essentiel des créations.

Les entreprises en personnes physiques sont créées par des Gabonais à près de 55%. De façon générale, les services et les commerces attirent beaucoup plus les investisseurs.

Depuis le lancement de l'organisation de fêtes tournantes sur toute l'étendue du territoire, la reprise des grands travaux de construction des routes et des édifices, et les réfections des bâtiments existants a favorisé l'augmentation de la masse salariale au sein du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

La répartition des agents de la fonction publique par catégorie montre que la hiérarchie A représente 41 % des effectifs des fonctionnaires civils. Parmi eux, 23,1% appartiennent à la hiérarchie A1.

Les inscriptions à l'ONE pour les demandes d'emplois ont atteint le niveau le plus bas depuis trois ans. En effet, on a enregistré moins de 40% d'inscriptions en 2007 par rapport à 2006. Aussi, les embauches sous l'égide de l'ONE et du Fond d'Aides à l'insertion et à la Réinsertion Professionnelle (FIR) ont connu une baisse de 21,1%.

On note plus d'inscrits chez les personnes dont l'âge est compris entre 25 et 29 ans, d'une part et d'autre part, chez les personnes provenant de l'enseignement secondaire général court, des diplômés du CEPE et des sans niveau d'instruction.

Les personnes en quête de nouvel emploi sont plus nombreuses que celles à la recherche d'un premier emploi.

2. Sources et méthodologie

Les informations contenues dans ce chapitre proviennent de trois grands types de sources : les enquêtes, les fichiers administratifs et les publications.

Les données d'ensemble concernant la population active et le chômage sont fournies par l'Enquête Dépenses des Ménages et l'Enquête Gabonaise sur l'Evaluation et le suivi de la Pauvreté, réalisées respectivement en 2003 et 2005.

Les informations d'ensemble concernant l'emploi dans le secteur privé sont fournies par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques (DGSEE) à partir des exploitations des déclarations annuelle des salaires versés.

Les statistiques relatives à la création des entreprises et à l'activité fiscale des entreprises sont issues des fichiers respectifs de l'APIP et de la Direction Générale des Impôts.

La Confédération Patronale Gabonaise (CPG) procède régulièrement à la mise à jour de son fichier d'adhérents par secteur d'activité.

Les statistiques relatives à l'emploi dans la Fonction publique, à l'emploi selon le régime de cotisation à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et aux inscriptions à

l'Office national de l'emploi (ONE) sont issues des fichiers respectifs du Ministère en charge des finances, de la CNSS et des publications de l'ONE.

En ce qui concerne les données sur le secteur moderne, il faut noter toutefois que seuls les agents civils ont été pris en compte car les données concernant des agents militaires et de sécurité sont confidentielles.

Les activités de l'ONE sont concentrées à Libreville et à Port-Gentil. Ces activités concernent l'enregistrement des demandeurs d'emploi, la collecte des offres d'emploi et l'intermédiation entre l'offre et la demande pour embauche éventuelle. Les prestations du FIR concernent les formations des demandeurs d'emploi pour entreprises (stages, formation d'insertion et de réinsertion), des formations relatives à l'auto emploi et les formations à la recherche d'emploi.

La DGSEE procède actuellement, sur la base des déclarations statistiques et fiscales et les déclarations de salaires versés, à une estimation des effectifs globaux employés par les entreprises privées et parapubliques du secteur moderne.

3. Publications de référence

- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation – Direction générale de l'économie – *tableaux de Bord de l'Economie : situation 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007.*
- Ministère de l'Emploi et de la prévoyance sociale - Office Nationale de l'Emploi - Rapport statistique 2004, 2006 et 2007.
- Agence de promotion des investissements privés - Service Etudes et Projet - *Rapport annuel sur l'investissement privé 2004-2007.*

4. Principales définitions

- **Actif**

C'est une personne âgée de 10 ans et plus, travaillant ou cherchant effectivement un emploi rémunéré.

- **Chômeur**

C'est un actif n'ayant pas travaillé depuis six mois, mais qui continue à chercher un emploi rémunéré.

- **Fonctionnaires**

Le terme désigne l'ensemble des agents permanents et contractuels employés par l'Etat.

- **Population active occupée**

Elle correspond à l'ensemble des actifs ayant effectivement travaillé au moins pendant une semaine au cours des six derniers mois.

- **Secteur moderne**

C'est l'ensemble des organismes publics et privés enregistrés et qui déposent régulièrement à la DGSEE leurs déclarations statistiques et fiscales (DSF).

- **Taux d'activité**

C'est le rapport, en pourcentage, entre la population active d'un âge donné et la population totale du même âge.

- **Branche d'activité**

Une branche d'activité regroupe des unités de production homogènes, qui fabriquent des produits ou rendent des services.

- **Secteur d'activité**

Un secteur d'activité regroupe des entreprises classées selon leur activité principale.

- **Salarié**

C'est une personne qui travaille, au terme d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou une rétribution équivalente.

- **Salaire**

C'est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur

- **Secteur Secondaire**

C'est un regroupement de l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières.

- **S.A**

C'est une société anonyme où l'exercice de l'activité est séparé de la responsabilité des actionnaires

- **S.A.R.L**

C'est une société regroupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel.

- **Entreprise**

C'est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

- **Entreprise individuelle**

C'est une entreprise constituée par une personne physique qui décide d'affecter une partie de son patrimoine à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle n'a aucun statut juridique et donc aucune personnalité morale.

III.1.1 : Population active au Gabon

Tableau III.1.1.1 : Population active occupée, de 15 ans et plus, par sexe et par milieu de résidences en 2005

milieu de résidence	Sexe		Total	Ensemble	
	Hommes	Femmes		Urbain	Rural
Libreville	105 677	79 510	185 187	185 187	0
Port-Gentil	16 161	14 640	30 801	30 801	0
Nord	25 497	23 007	48 504	25 002	23 502
Sud	23 526	19 011	42 537	27 313	15 225
Est	32 094	26 855	58 949	43 451	15 497
Ouest ¹	36 297	30 207	66 504	36 271	30 233
Total	239 252	193 230	432 482	348 025	84 457

1. Sans Libreville et Port-Gentil

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.2 : Population active occupée au gabon, des personnes âgées de 15 ans et plus, par sexe et par catégories socioprofessionnelles

Catégorie socioprofessionnelles	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
Cadre	26 798	7 791	34 589
Employé, ouvrier	83 392	36 488	119 880
Mancœuvre	29 837	13 776	43 613
Patron, employeur	2 756	758	3 514
Pour propre compte	83 972	116 824	200 796
Apprenti	2 968	1 796	4 764
Aide familiale	9 045	15 260	24 305
Non déterminés	484	537	1 021
Total	239 252	193 230	432 482

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.3 : Population active occupée, de 15 ans et plus, par sexe et par employeurs en 2005

Employeurs	Sexe		Total
	Hommes	Femmes	
Administration publique	39 601	21 832	61 433
Entreprise publique/parapublic	6 121	1 914	8 035
Grande entreprise privée	53 582	11 431	65 013
Micro-entreprise privée	132 038	142 066	274 104
Personnel de maison	7 452	15 374	22 826
Non déterminés	458	613	1 071
Total	239 252	193 230	432 482

Source : DGSEE - EGEP 2005

Tableau III.1.1.7 : Taux de chômage (%) de la population de 15 ans et plus
suivant le sexe et le groupe d'âges en 2003 à Libreville

Groupes d'âges	Homme		Femme		Ensemble	
	Taux de chômage n	Durée du chômage/a	Taux de chômage n	Durée du chômage/a	Taux de chômage n	Durée du chômage/a
15-19 ans	78,9	2,2	66,8	2,7	71,3	2,5
20-24 ans	40,9	2,6	52,8	3,1	47,2	2,9
25-29 ans	20	3,1	46,5	4,5	33,3	4,1
30-34 ans	11,9	4,5	30,8	5	20,3	4,9
35-39 ans	5,6	7,2	31,6	9,2	18,1	8,9
40-44 ans	5	6,7	16,2	8,6	9,4	7,9
45-49 ans	3,1	9,2	8,4	20,9	4,9	15,9
50-54 ans	13,2	10,2	28,2	13,7	19,5	12,4
55-59 ans	11	3,7	13,1	4	11,4	3,7
60 ans et plus	9,6	44	-	-	7,2	44
Ensemble	14	4,5	34,2	5,9	23	5,5

Source : DGSEE - EDM 2003

Tableau III.1.2.6.3 : Salariés cotisant au régime "Personnels de maison" de la CNSS, par province

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Estuaire	966	1042	1137	1229	1313	1407	1494
Haut-Ogooué	20	22	23	25	27	31	36
Moyen-Ogooué	1	1	1	1	1	1	2
Ngounié	24	25	27	29	29	30	31
Nyanga	2	2	2	3	3	3	4
Ogooué-Ivindo	6	6	6	8	8	8	10
Ogooué-Lolo	2	2	2	2	2	2	2
Ogooué-Maritime	168	179	197	222	243	266	286
Woleu-Ntem	23	24	40	44	46	49	49
Total salariés	1 212	1 303	1 435	1 563	1 672	1 797	1 914

Source : CNSS

Tableau III.5.1 : Effectif des entreprises enregistrées dans l'assiette fiscale¹

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Activité fisca	318	382	416	504	518	516	610

1. Ce sont des entreprises assujetties à l'activité fiscale

Source : Direction Générale des Impôts

III. 1. 6. : Activités du Patronat gabonais

Tableau III.1.6 : Adhésions par secteur et par lieux de résidence

	cumul 2007					
	Libreville	Port-Gentil	Franceville	Moanda	Non déterm.	TOTAL
Portuaire	7	1	0	0	18	26
Maritime	6	1	0	0	2	9
Assurance	12	4	0	0	0	16
Banque	7	0	0	0	0	7
Bâtiment	20	0	0	0	3	23
Cabinet Conseil	12	0	0	0	2	14
Commercial	18	1	0	0	2	21
Communication	13	0	0	0	2	15
Courtage	5	0	0	0	0	5
Energie	6	1	0	0	2	9
Forestier	1	0	0	0	0	1
Hotellerie	4	1	0	0	1	6
Industriel	20	2	1	0	3	26
Mine	1	0	0	1	0	3
Pétrolier	1	6	0	0	53	60
Représentation industriel	12	0	0	0	0	12
Service	7	0	1	0	2	10
Transport aérien	3	0	0	0	2	5
Transport terrestre	4	0	0	0	0	4
Autres transports	0	0	0	0	7	7
Total	159	17	2	1	99	278

Source : Confédération patronale gabonaise

Chapitre III.2

Revenus et transferts sociaux

1. Présentation

L'ensemble des revenus primaires des ménages est évalué à 1 401,1 milliards de francs CFA en 2001, soit une augmentation d'environ 4,3 % par rapport à 2000, selon les données de la Comptabilité nationale. Ces revenus sont structurellement constitués à plus de 67,9% de la rémunération des salariés.

Le revenu national moyen par tête, approché par la dépense moyenne par tête montre de fortes inégalités entre les régions du Gabon. Ainsi, le rapport des revenus entre les personnes les plus aisées et les personnes identifiées comme les plus pauvres est environ de 8 points, selon les données issues de l'Enquête sur l'Evaluation et le suivi de la pauvreté réalisée en 2005.

Deux sources de transferts ont été identifiées. Il y a les transferts effectués par des administrations et les transferts réalisés par les membres des ménages identifiés en 2003 à partir de l'Enquête sur les Dépenses des ménages au niveau de Libreville, Owendo y compris.

2. Sources et méthodologie

Les informations présentées dans ce chapitre sont établies à partir de trois types de sources: les déclarations statistiques et fiscales (DSF), les fichiers administratifs et les enquêtes.

Les DSF sont exploitées par la DGSEE pour obtenir les revenus primaires des ménages et la masse salariale du secteur privé. Les traitements et salaires du secteur public et les transferts sociaux sont tirés de différents fichiers administratifs (Direction générale du budget, Caisse nationale de sécurité sociale, Trésor public, Ministère des affaires sociales, etc.). La masse salariale est déterminée par la DGSEE sur la base de ces informations (2001).

Cependant, dans le cadre de cet Annuaire Statistique 2001-2007, les données sur la masse salariale (2002-2007) proviennent de la DGE compte tenu de l'indisponibilité des données à la DGSEE.

Les transferts sociaux de l'administration sont constitués des versements de pensions aux retraités du secteur public, aux allocataires de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et aux prestations du Ministère des Affaires Sociales fournies aux indigents et aux personnes handicapées, à travers la Direction Générale des Affaires sociales.

Les transferts monétaires réalisés par les ménages à Libreville ont été obtenus à partir de l'Enquête sur les Dépenses des Ménages réalisée à Libreville en 2003 par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques. Ces transferts des ménages sont présentés selon les versements courants ou exceptionnels. Les transferts courants sont

constitués essentiellement des pensions et ceux réalisés exceptionnellement se font sous forme de cadeaux et d'aides.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction générale de la statistique et des études économiques - *Les comptes nationaux du Gabon, définitifs - Analyse synthétique - Résultats définitifs 1999 et 2000 - Résultats semi définitifs 2001 - septembre 2006.*
- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) - édition 2006.

4. Principales définitions

- **Quartiles**

Les quartiles M1, M5 sont des tranches rassemblant chacune 20 % de la population selon le revenu disponible par tête. Le premier quartile (M1) regroupe les ménages et les populations considérés comme pauvres.

- **Rapport M1/M5**

C'est l'écart qui sépare le revenu national moyen des démunis aux personnes aisées. En 2005, ce rapport indiquait que le revenu moyen des plus démunis était 8 fois inférieur à celui des plus aisés.

- **Revenus**

La notion de revenu suppose des gains en espèces ou en nature perçus, à des périodes plus ou moins régulières, sous forme de rente ou de rémunération d'une activité économique. Parmi les types de revenus, on distingue :

1. le revenu disponible qui correspond au revenu net de transferts privés ;
2. les revenus primaires qui sont des revenus de l'activité des ménages issus du travail salarié (" rémunération des salariés ") ou de l'entreprise individuelle (" revenu brut des entrepreneurs individuels ") ;
3. les revenus divers qui comprennent les gains aux jeux d'argent, l'argent ramené de voyages, l'argent trouvé, etc.

- **Transferts sociaux**

Ce sont les ressources monétaires distribuées sous forme de primes, d'aides et/ou de pensions.

III.2.1 : RevenusTableau III.2.1.1 : Revenus primaires des ménages ¹

	Unité : milliard FCFA						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Rémunération des salariés	951,6
Public	304,5
Privé	647,1
Revenu brut des entrepreneurs individuels	450,2
Total	1 401,8

1. Les données de 2001 sont semi-définitives

Source : DGSEE

Tableau III.2.1.2 : Masse salariale dans le secteur moderne

	Unité : milliard FCFA						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur public ¹	237,2	239,7	242,4	242,6	242,5	267,3	295,4
Secteur privé et parapublic	435,5	456,1	473,6	491,0	542,8	577,1	616,5
Total	672,7	695,8	716,0	733,6	785,3	844,4	911,9

1. Y compris les différentes Caisses, les collectivités locales et les administrations privées.

Source : DGSEE et DGE

Tableau III.2.1.3: Revenu moyen annuel par tête en 2005

	En Francs Cfa						
	Libreville	Port-Genti	Nord	Sud	Est	Ouest	Ensemble
Moyenne générale	964 494	602 305	578 429	527 902	730 151	849 867	710 866
20% les plus riches (M1)	2 355 614	1 311 821	1 293 741	1 181 463	1 743 882	1 947 773	1 744 350
20% les plus pauvres (M5)	307 106	225 224	202 029	185 097	231 722	271 520	242 080
M5/M1	7,7	5,8	6,4	6,4	7,5	7,2	7,9

Sources : EGEP 2005

III.2.3 : Les transferts des membres des ménages à Libreville

Tableau III.2.3.1 □: Montant total des transferts réalisés par des membres du ménage selon leur nature en une année
En F.cfa

	Nature et destinations des transferts monétaires effectués par les ménages						Ensemble
	Versement courant			Versement exceptionnel			
	Cadeau, aide	Pension	Total	Cadeau, aide	Pension	Total	
Chef du ménage	189 709 850	1 375 876 960	1 565 586 810	3 619 263 540	339 201 100	3 958 464 640	5 524 051 450
Conjoint du chef	289 744 100	124 620 500	414 364 600	3 127 077 440		3 127 077 440	3 541 442 040
Enfants du chef	58 872 800	31 199 000	90 071 800	408 478 700		408 478 700	498 550 500
Père/mère du chef	5 590 400	9 408 000	14 998 400	30 984 000		30 984 000	45 982 400
Frères/sœurs du chef			0	49 849 000		49 849 000	49 849 000
Autres parents du chef	53 539 200	31 307 500	84 846 700	113 578 400	135 286 500	248 864 900	333 711 600
Beau père/belle mère du chef			0	121 970 600		121 970 600	121 970 600
Autres beaux parents du chef			0	48 235 000		48 235 000	48 235 000
Total	597 456 350	1 572 411 960	2 169 868 310	7 519 436 680	474 487 600	7 993 924 280	10 163 792 590

Source □: DGSEE - EDML 2003

Chapitre III.3

Indice Harmonisé des prix à la consommation des ménages (IHPC)

1. Présentation

Au cours de l'année 2007, le niveau général des prix à la consommation était en moyenne de 107,4, alors qu'il était de 102,2 en 2006. Soit une croissance de 5,1%. Mais en moyenne annuelle, l'inflation s'élève à 5,0 en 2007. Cette variation est due, pour l'essentiel, à la hausse des prix des fonctions « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** » (+9,1%), « **Transports** » (13,7%), « **Communications** » (20,1%) et « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** » (+2,2%).

2. Sources et méthodologie

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de la République Gabonaise est un indice de type Laspeyres qui couvre la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale. La population de référence est constituée de l'ensemble des ménages africains résidant dans la ville de Libreville.

Le panier de la ménagère comprend **394** variétés qui sont suivies dans **487** points de vente répartis sur l'ensemble de l'agglomération. L'ensemble des types de points de vente concernés sont : marchés, échoppes dans la rue, boutiques, prestataires de services publics et privés ; **2965** relevés de prix sont effectués chaque mois.

L'année de base de l'IHPC est l'année 2004 durant laquelle l'ensemble des produits a été suivi.

Les pondérations de ce nouvel indice proviennent d'une enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 2003 auprès de 1008 ménages de la capitale. La nomenclature de consommation est la COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose) à 12 fonctions.

Les calculs des indices sont effectués à l'aide d'un logiciel informatique CHAPO (Calcul Harmonisé des Prix par Ordinateur) spécialement élaboré à cet effet.

Le raccordement avec l'indice base 100 en 1975 est possible en utilisant le coefficient de raccordement 4,904. Pour un mois donné, il suffit de diviser les anciens indices par ce coefficient pour les rendre comparables dans la nouvelle base.

La méthodologie utilisée est identique à celle de 17 autres pays d'Afrique subsaharienne francophone, ce qui donne à cet indice un niveau de comparabilité très fort avec ceux de ces pays.

Des compléments méthodologiques sont disponibles au niveau de la DGSEE.

Les pondérations par fonctions et postes de consommation sont les suivantes :

Fonctions	Pondérations	Fonctions	Pondérations
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	Transports	990
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	185	Communication	355
Articles d'habillement et chaussures	794	Loisirs et culture	503
Logement, eau, gaz, électricité et autres	2053	Enseignement	170
Meubles, articles de ménages et entretien	561	Restaurants et Hôtels	466
Santé	357	Biens et services	275
		Indice général	10000

3. Publications de référence

- Ministère du Développement, de la Performance Publique, de la Prospective et de la Statistique - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques (DGSEE) - *Flash Prix* - numéros de janvier 2001 à mai 2007 et publications mensuelles de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) - numéros de juin 2007 à décembre 2007.

4. Principales définitions

- **Glissement annuel**

Le glissement annuel de l'indice est la variation de l'indice d'un mois donné de l'année n par rapport à celui du même mois de l'année n-1.

- **Indice annuel moyen**

Il correspond à la moyenne arithmétique simple des 12 indices mensuels de l'année.

- **Indice des prix à la consommation**

C'est le nombre permettant de mesurer, d'une période à une autre, l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.

- **Prix annuel moyen**

C'est la moyenne arithmétique simple des 12 prix moyens mensuels d'un produit donné.

- **Variation annuelle moyenne**

Elle correspond à la variation de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à celui de l'année n-1.

- **Contributions aux variations mensuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice du mois m par rapport à l'indice général du mois m-1.

- **Contributions aux variations annuelles**

Elle correspond à la variation pondérée de la différence de l'indice annuel moyen de l'année n par rapport à l'indice général de l'année n-1.

- **Inflation**

L'inflation d'un mois m est la variation de la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels par rapport à la moyenne des 12 derniers indices des prix mensuels précédant immédiatement.

Chapitre III.4

Consommation des ménages

1. Présentation

La consommation finale des ménages est estimée à 1 758,0 milliards de francs CFA en l'an 2007, soit une augmentation de 12,2% par rapport à l'année 2006.

Malgré une inflation de 5% en 2007, la demande des ménages a été stimulée grâce aux augmentations des revenus salariaux influencés entre autres par le relèvement du SMIG en 2006.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la consommation des ménages proviennent des dépenses globales de consommation au sens de la comptabilité nationale.

Ce type de dépenses est tiré du tableau des entrées-sorties (TES) élaboré par les comptables nationaux à partir de trois sources :

- les déclarations statistiques et fiscales des entreprises et les documents divers tenus par les services statistiques de certaines administrations (ministère chargé de la Pêche, ministère chargé de l'Agriculture, Institut gabonais d'appui au développement, Fonds international de développement agricole, etc..) retraçant la production des entreprises et des ménages ;
- les statistiques des Douanes gabonaises pour les produits importés ;
- les enquêtes légères menées de manière ponctuelle sur des produits particuliers afin d'établir des clés de répartition de leur utilisation.

D'une manière générale, les comptables nationaux commencent par identifier les produits qui font l'objet de consommation finale de la part des ménages. Ensuite, ils établissent des clés de répartition de ces produits par type d'emploi en s'appuyant sur les résultats des enquêtes ponctuelles. Cette opération concerne davantage les produits importés. L'évaluation de la consommation des produits locaux est, enfin, obtenue par solde : pour chaque produit, la consommation finale des ménages correspond à la différence entre les ressources (production et importations) et les autres emplois (consommations intermédiaires, investissements et exportations) déterminés par ailleurs.

Les données de 2000 sont corrigées et définitives. Tandis que celles de 2001 sont semi définitives. Par ailleurs, les données de 2002 à 2007 sont des estimations de la DGE.

La structure de consommation des ménages a été obtenue en 2003, à partir d'une enquête dépenses des ménages de Libreville.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques - *Les comptes Nationaux du Gabon : Résultats détaillés - définitifs 1999-2000 - semi définitifs 2001- septembre 2006 ;*
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2002 - Perspectives 2003 - 2004 - n°33 - Septembre 2003.*
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2004 - Perspectives 2005 - 2006 - n°35 - juin 2005.*
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2005 - Perspectives 2006 - 2007 - octobre 2006.*
- Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation - Direction Générale de l'Economie - *Tableau de Bord de l'Economie - Situation 2006 - Perspectives 2007 - 2008 - n°37 - août 2007.*

4. Principales définitions

- **Consommation finale des ménages**

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

- **Corrections territoriales**

C'est une rubrique d'ajustement regroupant, d'un côté, tous les produits consommés par les résidents dans le reste du monde (on parle de « correction territoriale par les résidents ») et, de l'autre, tous les biens et services consommés par les non résidents sur le territoire national (« correction territoriale par les non résidents »).

- Les quintiles Q1, Q2, Q3, Q4, Q5 sont des tranches regroupant chacune 20% de la population selon leur consommation monétaire annuelle. La tranche Q1 comprend les 20% des ménages les plus pauvres.

Chapitre III.5

Pauvreté dans les ménages

1. Présentation

L'Enquête Gabonaise sur L'Evaluation et le suivi de la Pauvreté au Gabon (EGEP) de 2005 a permis d'obtenir les indicateurs sur la pauvreté au Gabon.

Ainsi, dans le cadre de l'analyse de la pauvreté au Gabon, seuls les concepts monétaires et le concept humanitaire ont été retenus.

En effet, le concept de pauvreté a été identifié par rapport au niveau de satisfaction résultant de la quantité de biens et de services consommés qu'un individu peut s'offrir à travers son revenu. Tandis que le concept humanitaire est fonction des perceptions et des souhaits émis par un individu dans le cadre de son existence dans un milieu donné.

La prise en compte simultanée de ces deux concepts commande à la fois l'existence d'un minimum de biens et services dans la vie d'un individu et surtout la nécessité de disposer des besoins de base. Ainsi, la pauvreté a été définie comme étant une situation dans laquelle un individu vit en dessous d'un minimum socialement acceptable.

Pour appréhender la pauvreté au Gabon, des indicateurs ont été calculés :

- la ligne de pauvreté qui donne un niveau de revenu ou de dépense, capable de satisfaire le minimum vital d'un individu. Cette ligne permet de classer les pauvres et les non pauvres ;
- l'incidence de la pauvreté qui représente le nombre de pauvres dans la société ;
- la profondeur de la pauvreté ;
- la sévérité de la pauvreté qui mentionne le niveau des écarts entre les pauvres.

En 2005, on a classé 33% de Gabonais comme pauvres car ils vivent en dessous de la ligne de pauvreté nationale qui est établie à 35 778 francs Cfa par mois. Par contre, le revenu national moyen par tête et par mois, mesuré à partir de la dépense totale par tête est de 66 660 francs Cfa.

Toutefois, ce revenu dissimule de fortes inégalités entre les régions du Gabon, à savoir les régions de Libreville, Port-Gentil, le Nord (Woleu-Ntem et de l'Ogooué- Ivindo), le Sud (Ngounié et Ogooué-Lolo), l'Est (Haut Ogooué et Ogooué-Lolo) et l'Ouest (Moyen Ogooué, Estuaire non compris Libreville et l'Ogooué Maritime non compris Port-Gentil).

Les indicateurs sociaux calculés à partir de l'Enquête sur les dépenses des ménages à Libreville (EDML) donnent une certaine dimension de la Pauvreté à Libreville en 2003. Ces résultats ont été comparés avec ceux de l'EGEP en 2005.

L'EDML avait pour objectif principal la mise en place des structures de consommation des ménages pour le calcul de l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages.

2. Sources et méthodologie

Les données concernant la pauvreté proviennent de l'Enquête Gabonaise sur l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté au Gabon (EGEP), réalisée en 2005 par la Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques, avec l'appui des partenaires au développement (BIRD, UE, BAD, PNUD).

Cette enquête a servi à la rédaction du document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté en République gabonaise.

Sur la base de l'évaluation de la pauvreté à partir de la consommation, un tableau comparatif a présenté les résultats de 2003 et 2005 à partir des principales caractéristiques des ménages.

En effet, sur l'hypothèse de la consommation calorique normative de 2010 kilos joules par jour et par personne, on a dégagé, à partir d'un panier constitué de 31 principaux produits consommés, les dépenses globales des ménages.

3. Publications de référence

- Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement - Direction Générale de la Statistique et des Etudes Economiques – *Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR)*.
- Banque mondiale / Ministère de la Planification et de la Programmation du Développement (DGSEE) – *Diagnostic de la pauvreté au Gabon, octobre 2005*.

4. Principales définitions

• Consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages est la valeur d'acquisition (toutes taxes comprises) de l'ensemble des biens et services marchands et non marchands utilisés par les ménages pour la satisfaction de leurs besoins. Elle inclut tous les biens d'équipement achetés, en dehors des logements acquis ou produits pour leur propre compte.

• Ligne nationale de pauvreté

La ligne nationale de pauvreté correspond à la dépense minimale nécessaire pour satisfaire les besoins vitaux de base dans un pays. Pour ce qui est du Gabon, la ligne nationale de pauvreté est évaluée à 429.336 francs Cfa par an.

• Lignes spécifiques de pauvreté

Les lignes spécifiques de pauvreté correspondent aux différences de coût de la vie pour la satisfaction des besoins minimaux dans les différentes régions.

III.5.1 : Pauvreté

Tableau III.5.1.1 : Lignes de Pauvreté par région et écart par rapport à la Ligne Nationale

	Année 2003	
	Ligne (en F.CFA)	Ecart
Libreville ¹	429 336	0
Port-Gentil	707 587	278 251
Nord urbain	388 000	-41 336
Sud urbain	355 503	-73 833
Est urbain	353 443	-75 893
Oust urbain	448 930	19 594
Nord rural	373 796	-55 540
Sud rural	374 579	-54 757
Est rural	405 270	-24 066
Oust rural	390 826	-38 510
Ligne nationale de pauvreté	429 336	-

1. Libreville est la ligne nationale de pauvreté au Gabon. En 2003, cette ligne était évaluée à 404 020 Fcfa

2. Le signe négatif donne les efforts à fournir pour atteindre la ligne nationale

Sources : EGEP 2005 et DSCR

Tableau III.5.1.2 : Incidence, Profondeur et Sévérité de la pauvreté en 2005

	Incidence de la pauvreté	Profondeur de la pauvreté	Sévérité de la pauvreté
Milieu de résidence			
Urbain	29,8	8,5	3,5
Rural	44,6	16,0	7,5
Région de résidence			
Libreville	22,8	5,8	2,3
Port-Gentil	43,6	13,4	5,7
Nord	47,4	16,0	7,2
Sud	58,9	19,3	9,0
Est	37,2	11,6	5,1
Ouest/Centre	25,8	7,8	3,2
Ensemble	32,7	10,0	4,3

Sources : EGEP 2005 et DSCR

Tableau III.5.1.4 : Synthèse de l'évolution des principaux indicateurs socio-économiques liés à l'analyse de la pauvreté dans la capitale gabonaise (2003) et sur sur le plan national (2005)

Variables	Part dans la population (%)		Revenu moyen par tête (F CFA)		Part dans le revenu total (%)	
	2003	2005	2003	2005	2003	2005
Sexe						
Homme	77,5	71,8	842 452	998 308	77,7	74,3
Femme	22,5	28,2	832 727	878 459	22,3	25,7
Typologie du ménage						
Unipersonnel	3,3	5,3	2 092 040	2 400 866	8,2	13,1
Couples sans enfant	3,0	3,6	1 654 431	1 756 719	5,9	6,6
Couples avec enfants	29,8	24,8	814 385	912 348	28,8	23,5
Monoparental nucléaire	5,1	7,4	948 595	1 148 870	5,7	8,8
Monoparental élargi	14,8	19,3	783 864	701 822	13,8	14
Famille élargie	44,0	39,6	715 861	827 450	37,5	34
Niveau d'instruction						
Aucun	7,0	6,6	692 144	946 053	5,8	6,5
Primaire	16,8	15,3	674 790	745 634	13,5	11,8
Secondaire	62,8	58,9	775 591	844 442	57,9	51,6
Supérieur	13,4	19,2	1 427 130	1 513 577	22,8	30,1
Quintile du niveau de vie						
20% plus pauvres	20,0	20,1	303 235	307 906	7,2	6,4
Q40	20,9	19,9	462 029	491 648	11,5	10,1
Q60	19,1	20,0	634 569	688 547	14,4	14,3
Q80	20,0	20,0	892 987	981 992	21,3	20,4
20% plus riches	19,9	20,0	1 923 503	2 355 614	45,5	48,8
Total	100,0	100,0	840 264	964 494	100,0	100,0

Sources □: DGSEE - EDML 2003, EGEP 2005

Chapitre VI.1

Habitat et logement

1. Présentation

Le Gabon accuse un important déficit dans le secteur du logement. La production, dans ce secteur, reste mitigée au regard de la demande qui s'accroît chaque année. En effet, c'est dans les grandes villes que l'on observe la plus forte demande en matière de logement.

On peut citer comme fait évocateur les innombrables constructions que l'on observe dans les quartiers sous intégrés de Libreville et Port-Gentil. Bon nombre de citoyens, pour répondre au besoin vital en logement, parviennent tant bien que mal à se bâtir un logement à la mesure de leurs possibilités et au détriment des règles élémentaires d'urbanisme.

C'est justement cet état de fait qui renforce l'imposante ségrégation spatiale des grandes villes gabonaises. Pourtant, l'accès au logement fait partie des points saillants de la politique du gouvernement qui a mis en place certaines institutions dans le but de faire accéder un maximum d'individus à la propriété. Elles concernent entre autres l'accès à la propriété foncière, l'accès aux logements sociaux et la facilitation des crédits logements.

La Direction Générale du Cadastre et des Travaux Topographiques et la Direction Générale de l'Urbanisme et des Aménagements Fonciers gèrent les questions foncières en ce qui concerne l'attribution et la régularisation des parcelles. Elles se chargent aussi de donner à nos villes une meilleure physionomie en réalisant les plans d'aménagement urbains. Toutefois, l'action de ces entités administratives reste très peu ou mal connue des citoyens d'où les nombreux conflits fonciers qui se règlent assez souvent dans les tribunaux du Gabon. De plus, la difficulté d'obtenir des informations en leur sein a rendu quasi impossible la quantification de l'information foncière nationale pour la période concernée.

La Société Nationale Immobilière (SNI) est l'opérateur immobilier national. Elle a pour mission de bâtir et d'offrir aux citoyens des logements sociaux accessibles aux revenus modestes. Toutefois, il reste que depuis 2001 la production de cette structure n'excède pas 523 logements.

La SNI a produit en moyenne 74 logements par an alors qu'elle enregistre dans la même période 3013 demandes soit 430 demandes par an. Il apparaît donc évident que cet opérateur ne dispose pas en ce moment des capacités à pouvoir satisfaire la demande en logements sociaux au niveau national avec un ratio de 6 demandes pour un logement. De 2001 à 2007, la SNI a mis en vente 232 parcelles viabilisées. Au regard de la demande, l'offre de parcelles viabilisées reste également mitigée : 232 parcelles vendues contre 1143 demandes enregistrées soit 1 parcelle pour 5 demandes.

Par ailleurs, la SNI officie dans le domaine du logement aux côtés de plusieurs entreprises immobilières privées dont les missions restent pour l'essentiel différentes de l'opérateur national. Toutefois, compte tenu des délais de collecte de données et de publication de l'annuaire 2007, il a été impossible de publier les statistiques de ces entreprises.

Enfin, le gouvernement gabonais a mis en place des mécanismes financiers permettant de faciliter et d'alléger le crédit immobilier auprès des institutions bancaires de la place.

Le Compte de Refinancement de l'Habitat du Gabon (CRH- Gabon) « refinance à long terme les crédits acquéreurs consentis par les banques agréés ». Les données du CRH-Gabon n'ont pu être obtenues en dépit de l'insistance de l'équipe de collecte. Les quelques informations y relatives contenues dans le présent chapitre ont été fournies par la BICIG. Dans tous les cas, les banques du Gabon interviennent régulièrement dans le secteur du logement par l'entremise des crédits immobiliers accordés. Les lecteurs du présent chapitre peuvent en apprécier l'importance et les volumes de crédits immobiliers accordés entre 2001 et 2007.

La finalisation de ce chapitre a nécessité le recours aux données de l'EGEP 2005 pour pallier les nombreux manquements imputables au mutisme des administrations citées plus haut. De plus, produire les statistiques de l'habitat et du logement à partir d'une enquête ou d'un recensement a toujours l'avantage d'assurer une meilleure couverture dans la mesure où la plus grande partie des acquisitions immobilières se fait en dehors des circuits formels.

Ainsi, 46% des ménages enquêtés sont propriétaires en 2005 des logements qu'ils occupent contre 44% de locataires. Autrement dit, un peu plus de deux (2) personnes sur 5 sont locataires. Ces chiffres donnent un certain aperçu des difficultés de posséder un logement. Dans tous les cas, les données présentées à la suite du chapitre sont loin d'être exhaustives. Elles permettront de donner un aperçu de la situation de l'Habitat et du logement au Gabon dans l'édition 2007 de l'annuaire statistique du Gabon.

2. Sources et méthodologie

La question de l'habitat et du logement au Gabon reste difficile à cerner du fait de la multiplicité d'acteurs intervenant à des niveaux divers. Chaque individu, dans l'essentiel de cas, s'approprié un lopin de terre, réalise des aménagements selon ses possibilités et bâtit un logement, le tout, dans une opacité qui rend difficile le suivi de ladite activité dans le pays. Dans tous les cas, on note quatre types d'intervenants dans le domaine du logement. Ce sont entre autres, les particuliers, les administrations publiques chargées des aménagements fonciers, les entreprises de constructions de logements et les banques qui proposent les crédits immobiliers. La première catégorie d'intervenants agit pour l'essentiel dans l'informel. Aussi, la production des statistiques y relatives passe-t-elle nécessairement par une enquête auprès des ménages. Pour ce faire, il a été nécessaire de recourir aux données de l'EGEP 2005 dans la mesure où, il n'existe aucune base de données récente sur la question.

La production des statistiques qui suivent, a donc nécessité le concours de l'administration du cadastre et de l'urbanisme, des banques, et des promoteurs immobiliers.

La démarche a consisté en l'envoi du courrier et d'un questionnaire élaboré à cet effet dans ces institutions pour y recueillir des statistiques.

Il a donc été nécessaire, pour assurer une couverture relativement importante, que toutes les administrations dudit secteur soit enquêtées afin d'obtenir les informations chiffrées officielles.

Cette approche qui, de prime abord semble aisée, s'est heurtée à quelques difficultés.

En effet, l'administration du cadastre et de l'urbanisme n'a donné aucune suite aux requêtes introduites en son sein pendant la période de collecte. D'où l'absence des statistiques foncières observées dans ce chapitre. Il est également à noter le mutisme de l'administration du CRH-Gabon qui a rendu difficile l'appréciation dans la totalité des crédits immobiliers refinancés.

En somme, seules les requêtes introduites à la SNI et aux établissements bancaires ont connu une suite favorable.

3. Principale définition

- **Matériaux précaires :**
Matériaux de récupération, matériaux traditionnels, terre battue, brique de terre.

Tableau III.6.4 : Evolution des ventes de terrains par la SNI

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PROVINCES							
Estuaire	25	34	27	22	30	40	50
Haut-Ogoué	-	-	-	-	1	-	-
Moyen-Ogooué	-	-	-	-	-	2	-
Ngounié	-	-	-	-	1	-	-
Nyanga	-	-	-	-	-	-	-
Ogooué-Ivindo	-	-	-	-	-	-	-
Ogooué-Lolo	-	-	-	-	-	-	-
Ogooué-Maritime	-	-	-	-	-	-	-
Woleu-Ntem	-	-	-	-	-	-	-
Total	25	34	27	22	32	42	50

Source : SNI

Tableau III.6.5 : Evolution des crédits immobiliers¹

	Unités	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de crédits accordés	nombre	220	236	160	98	55	50	28
Capitaux dégagés	mio	3 867	3 404	3 541	1 797	1 069	1 457	788

1. Y compris les crédits refinancés au niveau du RCRH.

Source : BGD, BICIG et UGB

Tableau III.6.6 : Types de logements des ménages

	Effectifs	%
Maison individuelle	177 813	62,0
Maison à plusieurs appartements	58 009	20,2
Appartements et duplex	5 002	1,7
Concession	17 918	6,2
Chambre simple et autres	28 327	9,9
Total	287 069	100,0

Source : DGSEE-EGEP 2005

Tableau III.6.7 : Statuts d'occupation et matériaux de construction des logements des ménages (en%)

	Statut d'occupation du logement				
	propriétaires avec titre	propriétaires sans titre	Locataires	logés gratuit	total
	Matériaux précaires	13,8	60,3	15,1	10,8
Bois	13,3	36,9	41,7	8,1	100,0
Semi-dur	18,5	31,4	44,3	5,9	100,0
Parpaing	17,1	15,4	54,9	12,6	100,0
Autres	17,1	42,1	30,8	10,0	100,0
Total	15,4	30,1	44,3	10,2	100,0

Source: DGSEE-EGEP 2005

Tableau III.6.8 : Statut d'occupation du logement des ménages

	Effectifs	%
Propriétaires du logement avec un titre d'occupation.	44 182	15,4
Propriétaires du logement sans un titre d'occupation.	86 361	30,1
Locataires	127 150	44,3
Logés gratuitement	29 326	10,2
Total	287 019	100,0

Source: DGSEE-EGEP 2005

Tableau III.6.8.1 : Structure d'occupation du logement selon le sexe et le statut d'occupation

	Sexe du chef de ménage		
	masculin	féminin	total
Propriétaire avec titre	66,5	33,5	100,0
Propriétaire sans titre	67,9	32,1	100,0
Locataires	78,6	21,4	100,0
Logés gratuitement	77,3	22,7	100,0

Source : DGSEE-EGEP 2005

IV. SANTE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

Chapitre IV.1

Santé

1. Présentation

Membre du programme de l'Organisation de l'Afrique Centrale sur les programmes des grandes endémies (OCEAC), le Gabon, à l'instar de la plupart des pays du Sud bénéficie de l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et, parfois des partenaires au développement (Banque Mondiale, UNICEF, etc.) dans l'accomplissement de ses différents programmes sur la santé.

Le système de santé gabonais comprend quatre (4) secteurs : public, parapublic, paramilitaire et privé.

Dans le premier secteur, on retrouve l'ensemble des structures sanitaires appartenant à l'Etat et implantées sur l'ensemble du territoire national tandis que le secteur parapublic comprend essentiellement l'ensemble des entités sanitaires appartenant à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) à savoir la Fondation Jeanne Ebori (FJE), l'Hôpital Pédiatrique d'Owendo (HPO), le Centre Médico-Social de Libreville et l'Hôpital Paul Igamba de Port-Gentil.

Il convient également de souligner l'existence, au Gabon, de trois (3) hôpitaux spécialisés que sont : l'Hôpital psychiatrique de Melen, l'Hôpital hansenien d'Ebeigne (Oyem, en charge des lépreux) et celui de Nkembo (pour les tuberculeux).

Aussi, à côté des structures publiques et parapubliques, on note la présence des structures relevant de la coopération entre le Gabon et d'autres pays partenaires dont les plus importantes sont l'hôpital Sino-Gabonaise de Libreville et l'hôpital Albert Schweitzer de Lambaréné.

Quant au secteur paramilitaire, il comprend l'ensemble des unités sanitaires appartenant au Ministère de la Défense Nationale dont la principale est l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO) de Libreville.

En ce qui concerne le secteur privé, il est constitué de l'ensemble des entités sanitaires du pays qui appartiennent à des particuliers dont les principales structures sont constituées d'hôpitaux, de polycliniques, des cliniques et des groupes médicaux dont les plus importantes se trouvent à Libreville.

Enfin, il convient de noter que l'organisation du système de santé au Gabon repose sur le découpage administratif sauf dans la province de l'Estuaire où il existe deux Directions Régionales de Santé (DRS) : la DRS Libreville/Owendo (DRSLO) et la DRS Ouest (pour le reste de la province de l'Estuaire). Mais, la DRSLO ne recouvre pas les principaux hôpitaux de Libreville et Owendo (excepté l'hôpital de la coopération sino-gabonaise). Ailleurs, une DRS correspond à une province.

En somme, l'architecture globale du système sanitaire montre qu'il existe :

- un niveau central composé de l'ensemble des directions centrales y compris les programmes et les structures de soins et de diagnostics de référence (centre hospitalier de Libreville, l'hôpital de Melen et l'hôpital de Nkembo) ;
- un niveau stratégique composé essentiellement des DRS, des bases épidémiologiques et de centres hospitaliers régionaux (9) implantés dans les chefs lieu de province ;
- un niveau opérationnel composé de centres médicaux, de dispensaires, de centres de santé urbain et de district et les cases de santé.

Ainsi, le système permet une bonne couverture du territoire national et facilite l'accès aux structures sanitaires.

Cependant, l'offre de soins reste limité à cause, entre autres, des problèmes d'équipements et de médicaments.

Aussi, malgré la présence de quatre centres publics régionaux d'école sanitaire et d'action sociale et d'une université des sciences de la santé, auxquels s'ajoutent des structures privées de formation, on observe encore une insuffisance quantitative et même qualitative des personnels de santé. En effet, on constate que le personnel existant est très inégalement réparti entre les régions sanitaires et une inadéquation entre les besoins du secteur et les formations du personnel de santé.

En outre, en dépit de l'existence de plusieurs structures sanitaires modernes implantées sur l'ensemble du territoire national, la population gabonaise fait encore largement appel à la médecine traditionnelle (surtout en milieu rural).

2. Sources et méthodologie

La Direction Générale des Ressources Humaines et des Moyens Généraux (DGRHMG), par le biais de la Direction de l'Informatique et des Statistiques (DIS), en charge des statistiques sanitaires publiques, ne dispose pas d'informations exhaustives sur les secteurs privé, parapublic et paramilitaire. Dans le souci de mieux coordonner des statistiques sanitaires publiques, il a également été créé au Ministère de la Santé Publique, avec l'appui des partenaires au développement, la Cellule d'Observation de la Santé Publique (COSP) dont les missions s'assimilent à celles de la DIS.

Les données présentées dans ce chapitre concernent globalement le secteur public. En effet, celles des autres secteurs nous sont parvenues partiellement.

Les données statistiques proviennent des divers rapports, documents de synthèse issus essentiellement de DIS et de la COSP d'une part, et des questionnaires dûment remplis par des services appropriés de certaines structures sanitaires particulières (Centre Hospitalier de Libreville, HIAOBO, la Fondation Jeanne Ebori, etc.) et de certains programmes spécifiques tel que le Programme National de Lutte contre le Paludisme d'autre part.

Toutefois, il convient de signaler que la Direction Générale de la Planification, des Infrastructures et des Equipements au Ministère de la Santé, la Direction générale de la

santé publique et l'Office Pharmaceutique National (OPN) n'ont pu mettre à la disposition de la DGSEE les statistiques respectives, sur les infrastructures, les équipements, le personnel sanitaire, la gestion des médicaments et des produits pharmaceutiques.

L'organisation du système sanitaire au Gabon ne permet pas de collecter facilement les données relatives à la santé publique. En effet, semble-t-il, les DRS n'ont pas la compétence de centraliser les données statistiques issues des formations sanitaires privées, parapubliques et paramilitaires implantées dans leurs circonscriptions respectives. Ce qui cause d'énormes problèmes de collecte dans ce secteur social.

Aussi, il convient de noter que de nombreux questionnaires qui ont été déposés auprès de certaines entités administratives et/ou sanitaires depuis l'année 2008, jusqu'à ce jour, n'ont pas encore été remplis ; d'où le caractère incomplet de nos données.

3. Publications de référence

- Ministère de la santé publique – Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux – *Annuaire statistiques 2005 et 2006.*
- Ministère de la santé publique – Cabinet du Ministre – *Fiche des données sanitaires pour la mise à jour du tableau de bord de la santé publique.*
- Ministère de la santé publique – Direction Générale de la santé – *Synthèse régionale des rapports PEV (de 2002 à 2007).*

4. Principales définitions

Naissances vivantes : C'est un enfant qui, lors de son arrivée au monde, présente un signe de vie marqué par le battement de cœur, un cri.

Naissance prématurée : Naissance pesant moins de 2,5 kg survenue avant la 37^{ème} semaine de la grossesse.

Morbidité : Etat de maladie que présente un individu à un moment donné.

Mortalité : Branche de la démographie qui étudie les décès dans ses différentes composantes.

Tableau IV.1.2.9 : Nombre de lits disponibles par Directions régionales de santé publique ¹

Directions régionales de santé	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Libreville/Owendo	299	1 300	1 300
Ouest	765	139	100	90
Sud Est	240	563	306	160
Centre	118	253	259	90
Centre Sud	208	..	549	549	549	549	143
Sud	182	234	235	120
Est	94	74	88	100
Centre Est	240	223	186	101
Maritime	239	239	239	233	233	233	121
Nord	205	657	255	135
Total	3 224	3 511	2 360

1. Secteur public

Sources : COSP, DIS et DRS

Tableau IV.1.3.1 : Evolution cumulée du personnel sanitaire par DRS et spécialité (suite et fin)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
DRS maritime (Ogooué-Maritime)
Médecins généralistes	6	..	14	15
Chirurgiens dentistes	0	..	1	0
Chirurgiens	4	..	2	1
Pédiatres	1	..	1	2
Gynécologues/Obstétriciens	4	..	3	0
Pharmaciens	2	..
Sages femmes	26	..	24	19
Infirmiers d'Etat	29	..	33	30
Infirmiers Assistants/SOB	95	..	164	205
Autres ²
DRS nord (Woleu-Ntem)
Médecins généralistes	4	..	7	4
Chirurgiens dentistes	3	..	1	2
Chirurgiens	3	..	1	2
Pédiatres	1	..	1	1
Gynécologues/Obstétriciens	2	..	2	1
Pharmaciens	1	..
Sages femmes	27	..	28	17
Infirmiers d'Etat	39	..	49	39
Infirmiers Assistants/SOB	225	..	238	326
Autres ²

1. les variations du nombre de personnel entre année et DRS dépendent des départs en stages, des décès, des affections et des rétroites.

2. Techniciens supérieurs: en santé publique (2), en Biologiste (1), en Biomédical (1), en Anesthésie (1), en Radiologie (1) et en ORL (1)

Sources : COSP et DIS

Tableau IV.1.5.1.17 : Personnes ayant souffert d'anémie (tous âges confondus)

DRS	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Libreville/Owendo	6 423	1 026	1 287	..
Ouest	1 177	9 443	2 178	..
Sud Est	1 067	981	641	..
Centre	1 203	208	707	..
Centre Sud	1 627	997	1 609	..
Sud	910	1 728	922	..
Est	910	1 623	..
Centre Est	740	1 225	48	..
Maritime	477	133	815	..
Nord	356	803	..
Total	17 007	10 633	..

Source : DIS

IV.1.6 : Principales pathologies causes de morbidité

Tableau IV.1.6.1 : Les dix principales pathologies déclarées causes de morbidité au Gabon en 2005
(tous âges confondus)

Rang	Maladies	Nombre de cas	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	69 214	16,0
2	Fièvre (sans autres indications)	60 008	13,9
3	Tous autres états morbides mal définis	48 404	11,2
4	IRA	43 203	10,0
5	Furoncles, Panaris, Absès Pyodermite	43 178	10,0
6	Grippe	40 974	9,5
7	Rhinites, Rhinoph, Angines	35 379	8,2
8	Contusions, Plaies (sans fractures)	32 010	7,4
9	Paludisme confirmé (GE positive)	31 087	7,2
10	Diarrhée aiguë, Gastroentérite	28 840	6,7
<i>Sous-ensemble</i>	<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>	432 297	55,1
Ensemble		784 929	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.2 : Principales pathologies déclarées causes de morbidité chez les enfants de moins d'un an en 2005

Rang	Maladies	Nombre de cas	%
1	Infections respiratoires aiguës	9 543	17,1
2	Grippe	7 657	13,7
3	Fièvre (sans autre indication)	7 613	13,6
4	Rhinites, Rhinopharyngites, Angines	6 487	11,6
5	Paludisme probable (GE non faite)	6 110	10,9
6	Diarrhée aiguë, Gastroentérite (# D.3)	6 076	10,9
7	Anémie (en dehors de la grossesse)	3 370	6,0
8	Paludisme confirmé (GE positive)	3 127	5,6
9	Eczéma, Pruit, Gale	3 031	5,4
10	Tous autres états morbides mal définis	2 881	5,2
<i>Sous-ensemble</i>	<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>	55 895	74,9
Ensemble		74 612	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.3 : Principales pathologies déclarées causes de morbidité chez les enfants de 1 à 4 ans en 2005

Rang	Maladies	Nombre de cas	%
1	Paludisme probable	18 070	17,7
2	Fièvre	13 136	12,9
3	Rhinites, Rhinopharyngites, Angines	12 757	12,5
4	IRA	12 425	12,2
5	Grippe	9 164	9,0
6	Diarrhée aigue, Gastroentérite	8 559	8,4
7	Paludisme confirmé (GE positive)	7 989	7,8
8	Furocle, Panaris, absès, pyodermite	7 648	7,5
9	Anémie (en dehors de la grossesse)	6 919	6,8
10	Otites	5 400	5,3
<i>Sous-ensemble</i>	<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>	102 067	68,0
Ensemble		150 151	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6 : Principales pathologies déclarées causes de morbidité chez les personnes âgées de 5 à 14 ans en 2005

Rang	Maladies	Nombre de cas	%
1	Fièvre (SAI)	20 975	21,3
2	Paludisme probable	15 648	15,9
3	Furocle, Panaris, absès, pyodermite	14 574	14,8
4	Contusions	9 504	9,6
5	Grippe	8 044	8,2
6	IRA	7 066	7,2
7	Affect, de la bouche et des dents	5 986	6,1
8	Autres helminthiases	5 865	6,0
9	Paludisme confirmé (GE positive)	5 570	5,7
10	Eczéma	5 291	5,4
<i>Sous-ensemble</i>	<i>Nombre de cas déclarés pour 10 affections</i>	98 523	62,6
Ensemble		157 475	100

Source: DIS

Tableau IV.1.6.5 : Principales pathologies déclarées causes de morbidité chez les personnes âgées de 15 à 49 ans en 2005

Rang	Maladies	Nombre de cas	%
1	Tous autres états morbides mal définis	23 162	15,4
2	Paludisme probable	23 010	15,3
3	Furoncles	17 337	11,6
4	Contusions, plaies(sans fractures)	14 006	9,3
5	Fièvre sans autres indications	13 884	9,3
6	Affe.Génit.Fem.	13 334	8,9
7	Paludisme confirmé (GE positive)	12 671	8,5
8	Grippe	12 107	8,1
9	IRA	10 431	7,0
10	Affect.de bouche et des dents	9 983	6,7
<i>Sous-ensems déclarés pour 10 affections</i>		149 925	49,0
Ensemble		305 811	100

Source: DIS

Tableau IV.1.6.6 : Principales pathologies déclarées causes de morbidité chez les personnes âgées de 50 ans et plus en 2005

Rang	Maladies	Nombre de cas	%
1	Tous autres états morbides mal définis	10 838	22,3
2	Paludisme probable (GE non faite)	6 376	13,1
3	HTA	5 501	11,3
4	Fièvre (sans autres indications)	4 400	9,1
5	Contusions, sans autres indications)	4 091	8,4
6	Affections Oesophago-Gastro-Duodénales	4 075	8,4
7	Grippe	4 002	8,2
8	IRA	3 738	7,7
9	Troubles de la vision	2 869	5,9
10	Eczéma, Pruit,Gale	2 721	5,6
<i>Sous-ensems déclarés pour 10 affections</i>		48 611	50,2
Ensemble		96 888	100,0

Source: DIS

Tableau IV.1.6.7 : Causes de morbidité en 2006 (tous âges confondus)

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	45 392	49 837	95 229	33,6
2	Grippe	17 576	18 538	36 114	12,8
3	Paludisme confirmé (GE positive)	13 209	15 270	28 479	10,1
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	13 963	13 237	27 200	9,6
5	Fièvre (sans autre indication)	10 899	11 353	22 252	7,9
6	Autres infections respiratoires aiguës	8 594	9 123	17 717	6,3
7	helminthiases intestinales	7 946	7 758	15 704	5,5
8	Tous autres Etats morbides mal définis	6 725	7 776	14 501	5,1
9	Plaies	6 302	5 776	12 078	4,8
10	Bronchite aiguë	138	6 238	6 376	4,4
Total		130 744	144 906	275 650	100,0

Source : COSP

Tableau IV.1.6.8 : Causes de morbidité dans la tranche d'âge 0-11 mois en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	5 515	5 508	11 023	26,0
2	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	3 158	3 122	6 280	14,8
3	Grippe	2 600	2 720	5 320	12,5
4	Autres infections respiratoires aiguës	1 971	2 040	4 011	9,5
5	Fièvre (sans autre indication)	1 561	2 424	3 985	9,4
6	Paludisme confirmé (GE positive)	1 757	1 752	3 509	8,3
7	Bronchite aiguë	1 395	1 425	2 820	6,6
8	Rhinites	1 077	1 049	2 126	5,0
9	Anémie (en dehors de la grossesse)	991	925	1 916	4,5
10	Gale	763	698	1 461	3,4
Total		20 788	21 663	42 451	100

Source : COSP

Tableau IV.1.6.9 : Causes de morbidité dans la tranche d'âge 1-4 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	11 235	11 440	22 675	30,4
2	Grippe	4 238	4 566	8 804	11,8
3	Paludisme confirmé (GE positive)	4 257	4 277	8 534	11,5
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	4 610	3 144	7 754	10,4
5	Autres infections respiratoires aiguës	3 006	3 107	6 113	8,2
6	Fièvre (sans autre indication)	3 205	2 477	5 682	7,6
7	Bronchite aiguë	2 146	1 994	4 140	5,6
8	Anémie (en dehors de la grossesse)	2 045	2 042	4 087	5,5
9	helminthiases intestinales	2 101	1 953	4 054	5,4
10	Gale	1 338	1 378	2 716	3,6
Total		38 181	36 378	74 559	100,0

Source □: COSP

Tableau IV.1.6.10 : Causes de morbidité dans la tranche d'âge 5-14 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	10 551	12 067	22 618	34,3
2	Grippe	4 448	4 444	8 892	13,5
3	Paludisme confirmé (GE positive)	3 025	3 141	6 166	9,4
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	2 428	2 625	5 053	7,7
5	Fièvre (sans autre indication)	2 451	2 425	4 876	7,4
6	helminthiases intestinales	2 424	2 227	4 651	7,1
7	Plaies	2 509	1 914	4 423	6,7
8	Autres infections respiratoires aiguës	1 765	1 858	3 623	5,5
9	Tous autres Etats morbides mal définis	1 579	1 466	3 045	4,6
10	Bronchite aiguë	1 301	1 255	2 556	3,9
Total		32 481	33 422	65 903	100,0

Source □: COSP

Tableau IV.1.6.11 : Causes de morbidité dans la tranche d'âge 15-49 ans en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	13 944	15 912	29 856	35,31
2	Grippe	4 584	4 983	9 567	11,31
3	Paludisme confirmé (GE positive)	3 316	4 802	8 118	9,6
4	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	2 626	3 186	5 812	6,87
5	Tous autres Etats morbides mal définis	2 426	3 202	5 628	6,66
6	Fièvre (sans autre indication)	2 476	3 142	5 618	6,64
7	Plaies	3 291	2 214	5 505	6,51
8	Rhumatisme articulaire aiguë	2 518	2 506	5 024	5,94
9	Gastrite aiguë	1 932	3 016	4 948	5,85
10	Autres complications	608	3 878	4 486	5,3
Total		37 721	46 841	84 562	100

Source □: COSP

Tableau IV.1.6.12 : Causes de morbidité dans la tranche d'âge 50 ans et plus en 2006

Rang	Pathologies	Masculin	Féminin	Total	%
1	Paludisme probable (GE non faite)	4 147	4 910	9 057	24,87
2	Rhumatisme articulaire aigu	2 613	2 571	5 184	14,24
3	Hypertension artérielle	1 922	2 868	4 790	13,15
4	Grippe	1 706	1 825	3 531	9,7
5	Gastrite aiguë	1 234	1 605	2 839	7,8
6	Tous autres Etats morbides mal définis	1 138	1 369	2 507	6,88
7	Diarrhée aiguë, gastro-entérite	1 141	1 160	2 301	6,32
8	Paludisme confirmé (GE positive)	854	1 298	2 152	5,91
9	Fièvre (sans autre indication)	1 206	885	2 091	5,74
10	Lombalgies	853	1 111	1 964	5,39
Total		16 814	19 602	36 416	100

Source □: COSP

Tableau : IV.1.7.6 : Les dix principales pathologies déclarés et mortalité chez les personnes de 50 et plus en 2005

Rang	Pathologies	Décès	%
1	Tous autres états morbides mal définis	32	17,2
2	Hypertension artérielle	29	15,6
3	Autres affections cardio-vasculaires	29	15,6
4	Infection respiratoire aigue	25	13,4
5	Diabète	18	9,7
6	Anémie(en dehors de lagrossess)	14	7,5
7	Affections respiratoires chronique	13	7,0
8	Autres affections digestives	12	6,5
9	Paludisme Confirmé (GE positive)	7	3,8
10	Brûlures	7	3,8
<i>Sous-ensemble Nombre des décès déclarés pour 10 affections</i>		186	100,0
Nombre total des décès enregistrés		296	100,0

Chapitre IV.2

Education – Formation Professionnelle et Technique

1. Présentation

Le système éducatif gabonais se compose de trois secteurs : le public, le privé et le conventionnel.

Le gouvernement a mis en place trois structures administratives pour gérer le système éducatif : Le Ministère de l'Education Nationale (MEN) qui coordonne les enseignements pré primaire, primaire et secondaire général dans les secteurs public et privé ; le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion des Jeunes (METFPIJ) s'occupe de l'enseignement professionnel et technique. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (MESRIT), réparti lui aussi en deux secteurs, public et privé, assure la recherche Scientifique et technologique des différents centres de recherches relevant de sa tutelle

A côté des universités et grandes écoles de formation affiliées au Ministère de l'Enseignement Supérieur, il existe des instituts et écoles de formation professionnelle post-universitaires publiques et privés, notamment : ENA, ENEF, IEF, ENM, EPCA, ENASS, ENAM.... Ces instituts et grandes écoles préparent aux carrières professionnelles diplômantes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la finance, de l'environnement et de la technologie. L'entrée dans ces écoles se fait par voie de concours. Les diplômes délivrés s'obtiennent pour la plupart en trois et quatre ans de scolarité selon le niveau de formation sollicité.

2. Sources et méthodologie

D'une manière générale, les données de ce chapitre ont été obtenues soit à partir de questionnaires adressés par la DGSEE aux différentes administrations soit par l'exploitation de documents et fichiers divers qui produisent les statistiques scolaires. Les statistiques relatives à l'exécution du budget d'investissement de l'Etat sont tirées de la base de données constituée par le Commissariat Général au Plan et au Développement. Il s'agit des montants réellement ordonnancés et qui ont été payés par le Trésor public.

La confection des statistiques de l'éducation est du ressort des départements ministériels en charge des différents ordres d'enseignement. Les données de l'enseignement préscolaire sont issues du ministère chargé des Affaires sociales (qui coordonnait jusqu'à une période très récente l'enseignement préscolaire) alors que les statistiques scolaires et universitaires proviennent respectivement du Ministère de l'Education Nationale (MEN) et du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (MESRSIT).

Les statistiques scolaires et universitaires courantes sont présentées par année scolaire alors que les données concernant les dépenses publiques sont exprimées par année civile.

3. Publication de référence

- Ministère de l'éducation nationale - Direction Académique du Haut Ogooué – *Annuaire provincial des statistiques scolaires, années 2006-2007.*

4. Principales définitions

- **Etablissement social**

C'est un établissement d'enseignement préscolaire sous tutelle d'une municipalité ou de la Direction Générale des Affaires Sociales.

- **Etablissement universitaire**

C'est une unité de formation et de recherche comprenant plusieurs filières relevant de l'enseignement supérieur. Au Gabon, on en compte sept, dont trois structures relevant du secteur public et quatre autres établissements privés :

- l'Université Omar Bongo ;
- l'Université des Sciences de la Santé ;
- l'Université des sciences et techniques de Masuku ;
- l'Université Polytechnique de Kougouleu ;
- les Hautes Etudes Canadiennes Internationales ;
- l'Université Africaine des Sciences ;
- l'Académie Franco-Américaine de Management.

- **Institut de Recherche**

Un institut de Recherche est un établissement public dépendant du Ministère de la recherche. Il participe à des recherches scientifique et technique dans les domaines des sciences humaines, de la santé, de la nature et de la technologie. Il concourt à la diffusion des savoirs dans ces domaines par des publications. Au Gabon, certains instituts de recherche sont régis par le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CENAREST) ; il s'agit de :

- IRAF (Institut de Recherche en Agronomie) ;
- IRT (Institut de Recherches Technologiques) ;
- IPHAMETRA (Institut de Pharmacopée et de Médecine traditionnelle) ;
- IRSH (Institut de Recherche en Sciences humaines) ;
- IRET (Institut de Recherche en Ecologie Tropicale).

Le Centre International de Recherche Médicale de Franceville (CIRMF) a un fonctionnement autonome.

- **Enseignement normal**

C'est un enseignement spécialisé destiné à la formation des instituteurs. Actuellement, on recense trois établissements publics et deux autres du privé, notamment :

- l'Ecole Normale des Instituteurs de Libreville ;
- l'Ecole Normale des Instituteurs/Catholique ;
- l'Ecole Normale des Instituteurs/Protestant ;
- l'Ecole Normale des Instituteurs de Franceville.
- l'Ecole Normale des Instituteurs de Mouila.

- **Ecoles de santé**

Une école de santé est un établissement d'utilité publique qui transmet aux apprenants des enseignements et des expériences dans le domaine de la santé. Le Gabon dispose de quatre structures publiques qui forment le personnel de santé dans les catégories inférieure et moyenne. Il s'agit notamment de :

- l'Ecole Nationale d'Actions Sanitaire et Sociale de Libreville;
- l'Ecole Interprovinciale de Santé de Franceville ;
- l'Ecole Interprovinciale de Santé de Mouila ;
- l'Ecole Interprovinciale de Santé de Makokou.

- **Diplômes du premier cycle :**

- **BEPC** : Brevet d'études du premier cycle ;
- **CAP/I** : Certificat d'aptitude professionnelle industriel (menuiserie pour bâtiment, électromécanique, construction de bâtiment, ouvrages métalliques, mécanique auto, installation sanitaire, fabrication mécanique) ;
- **CAP/C** : Certificat d'aptitude professionnelle commercial (aide comptable, sténo-dactylo) ;
- **BET/I** : Brevet d'études techniques industrielles (menuiserie - ébénisterie, construction métallique et électrotechnique, construction de bâtiment, mécanique auto, fabrication mécanique) ;
- **BET/C** : Brevet d'études techniques commerciales (secrétariat, comptabilité) ;
- **BT** : Brevet technique (froid - climatisation, moteurs industriels diesels maritimes, mécanique d'entretien) ;
- **BP** : Brevet professionnel (banque, comptabilité).

- **Séries du baccalauréat :**

- **A** Philosophie, lettres, langue et mathématiques ;
- **B** Sciences économiques et sociales ;
- **C** Mathématiques et sciences physiques ;
- **D** Mathématiques et sciences de la nature ;
- **E** Mathématiques et techniques ;
- **F1** Construction mécanique ;
- **F2** Electronique ;
- **F3** Electrotechnique ;
- **F4** Génie civil ;
- **G1** Techniques administratives ;
- **G2** Techniques quantitatives ;
- **G3** Techniques commerciales ;
- **H** Génie mécanique.

IV.2.6 : Enseignement technique et professionnel

Tableau IV.2.6.1 : Nombre d'établissement d'enseignement technique et professionnel

	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08
Enseignement public	11	11	11	11	11	11	11
Estuaire	3	3	3	3	3	3	3
Haut-Ogooué	2	2	2	2	2	2	2
Moyen Ogooué	-	-	-	-	-	-	-
Ngounié	2	2	2	2	2	2	2
Nyanga	1	1	1	1	1	1	1
Ogooué-Ivindo	-	-	-	-	-	-	-
Ogooué-Lolo	-	-	-	-	-	-	-
Ogooué-Maritime	2	2	2	2	2	2	2
Woleu-Ntem	1	1	1	1	1	1	1
Enseignement privé
Estuaire
Haut-Ogooué
Moyen Ogooué
Ngounié
Nyanga
Ogooué-Ivindo
Ogooué-Lolo
Ogooué-Maritime
Woleu-Ntem
Total

Source : MEN

Tableau IV.2.8.1.1 : Résultats aux baccalauréats classiques

		2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08
Série A	Présentés	..	2 790	2 461	3 660	4 291	4 511	5 450
	Admis	..	1 024	1 250	1 406	2 237	1 652	1 998
	Taux de réussite en %	..	36,7	50,8	38,4	52,1	36,6	36,7
Série B	Présentés	..	2 417	2 049	3 123	3 576	3 619	4 476
	Admis	..	1 018	971	1 376	1 920	1 489	1 417
	Taux de réussite en %	..	42,1	47,4	44,1	53,7	41,1	31,7
Série C	Présentés	..	195	246	272	332	331	405
	Admis	..	133	187	163	261	202	256
	Taux de réussite en %	..	68,2	76,0	59,9	78,6	61,0	63,2
Série D	Présentés	..	1 584	1 311	1 644	1 715	1 787	2 122
	Admis	..	659	824	869	846	675	964
	Taux de réussite en %	..	41,6	62,9	52,9	49,3	37,8	45,4
Série E	Présentés	..	21	33	25	32	21	24
	Admis	..	6	26	14	27	16	13
	Taux de réussite en %	..	28,6	78,8	56,0	84,4	76,2	54,2
Total baccalauréats classiques	Présentés	..	7 007	6 100	8 724	9 946	10 269	12 477
	Admis	..	2 840	3 258	3 828	5 291	4 034	4 648
	Taux de réussite en %	..	40,5	53,4	43,9	53,2	39,3	37,3

Source : ONB

Chapitre IV.3

Développement humain et Genre

1. Présentation

Le développement humain se définit comme un processus d'élargissement de la palette des choix qui s'offrent aux individus. Ce dernier est mesuré à travers un indicateur composite appelé Indice de développement humain (IDH) pour cerner particulièrement la dimension sociale du développement.

L'avènement de cet indice a amené le monde à repenser le concept de développement jadis mesuré par le produit national brut par tête. L'IDH dépasse donc le cadre de la création nationale de richesse pour s'intéresser à la situation de l'ensemble de la société sur les plans de la santé, du savoir, du niveau de vie et même des droits humains.

2. Sources et méthodologie

Les statistiques sur le développement humain sont élaborées par le PNUD qui les publie, depuis 1990, dans un rapport mondial sur le développement humain. Ce rapport présente le classement des pays selon le niveau de leur IDH, tout en indiquant leur différentiel de classement par rapport au revenu national.

Le calcul de l'IDH repose sur les indicateurs réels de chaque pays que l'on relativise par rapport à des valeurs minimales et maximales observables dans le monde. Les valeurs fixées par le PNUD sont les suivantes :

Indicateur	Valeur minimale	Valeur maximale
Espérance de vie à la naissance	25 ans	85 ans
Taux d'alphabétisation des adultes	0%	100%
Taux de scolarisation	0%	100%
PIB réel par habitant (PPA)	100 USD	40 000 USD

Les données présentées dans ce chapitre proviennent du rapport du PNUD sur le développement humain de l'année 2005. Aussi, d'autres statistiques relatives à la participation de la femme ont été obtenues au niveau du parlement et du fichier de la solde au ministère des Finances.

Par contre, les données sur la participation de la femme au niveau des secteurs de l'éducation et de la santé ne sont pas disponibles.

3. Publication de référence

- PNUD - *Rapport mondial sur le développement humain* - Editions de 2005.

4. Principales définitions

- **IDH**

L'IDH est un indicateur composite de développement humain, établi autour des trois éléments que sont : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, mesuré par le taux d'alphabétisation (2/3) et le taux brut de scolarisation (1/3), et le niveau de vie mesuré par le PIB réel par tête exprimé en parités de pouvoir d'achat.

- **Le Genre**

Le concept « genre » est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privée des individus et à ceux de la société qui a assigné à chacun (hommes et femmes) des rôles spécifiques.

L'approche genre consiste ainsi à considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit ici de composantes fondamentales qui influent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des politiques, des programmes et des projets des organismes internationaux et nationaux.

- **Mortalité des enfants de moins de 5 ans**

C'est la fréquence de décès des enfants avant l'âge de 5 ans.

- **Mortalité infantile**

C'est le nombre de décès d'enfants âgés de moins de 1 an rapporté à l'ensemble des enfants de cet âge.

- **Mortalité maternelle**

Pour 100 000 naissances, c'est le taux de décès de femmes enceintes ou dont l'accouchement a eu lieu depuis moins de 42 jours.

- **Naissances suivies**

Ce sont des naissances suivies par des personnels de santé.

- **Taux d'alphabétisation des adultes**

Il correspond au pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprenant, lire et écrire un texte simple concernant leur vie quotidienne.

V. DONNEES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE

Chapitre V.1

Comptabilité nationale

1. Présentation

En 2007, l'économie gabonaise a bénéficié d'une conjoncture marquée par :

- la flambée des prix du baril de pétrole ;
- l'augmentation de la production pétrolière (+1,6%) ;
- la hausse des exportations des grumes pour répondre, entre autres, à la forte demande extérieure (9,9%) ;
- l'accroissement de la production et des exportations du manganèse (+13,8%) ;
- l'affermissement des activités au niveau des industries agroalimentaires (+8,4%) ;
- la baisse du cours moyen annuel du dollar.

L'effet conjugué de ces paramètres a permis au PIB nominal de se stabiliser à + 9,0% par rapport à l'année 2006.

Par contre, en termes réels, les performances enregistrées dans les différents secteurs de l'économie ont été bénéfiques pour l'ensemble de l'économie nationale d'où l'augmentation du taux de croissance du PIB réel à + 5,5 % en 2007.

En effet, outre le fléchissement enregistré au niveau du BTP (+3,3) en 2007 contre +6,4 % en 2006, les autres secteurs ont connu la reprise, le raffermissement et la consolidation de leurs activités :

- le pétrole (+1,7%) contre (-10,4%) l'année précédente ;
- l'exploitation forestière (+10%) ;
- le secteur minier et la production du manganèse (+12%) ;
- la raffinerie (+15%).

L'approche du PIB par l'optique demande montre que les deux principaux déterminants de l'amélioration du PIB réel sont :

- la consommation qui a contribué positivement à la croissance (+10%) ;
- l'investissement dont la contribution à la croissance est remarquable (+7%) en raison de la hausse de l'investissement dans le secteur pétrolier (6,2%) contre 4,2% en 2006.

2. Sources et méthodologie

La comptabilité nationale est une présentation des données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques

relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Les comptes nationaux gabonais sont établis par la DGSEE selon le Système de comptabilité nationale des Nations unies de 1968 (SCN 68) et s'inspirent, notamment dans la présentation des comptes, du Système élargi de comptabilité nationale (SECN) de la France mis en œuvre au début des années soixante-dix.

L'élaboration des comptes nationaux se fait grâce à plusieurs sources d'informations, dont les déclarations statistiques et fiscales des entreprises, les sources administratives (finances publiques, enquêtes courantes, etc.) et les résultats d'enquêtes spécifiques.

Les comptes nationaux font l'objet, chaque année, de plusieurs évaluations successives. La version provisoire repose largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles données, les comptes sont révisés ; ce qui conduit à une version semi-définitive, puis aux comptes définitifs.

La production mesure la création de biens et services dans l'économie ; elle constitue ainsi, avec les importations, l'intégralité de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande (consommations, investissements, exportations). La production est également la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes. Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, on utilise trois types de regroupements :

- les secteurs institutionnels, regroupements des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.), qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion et d'une autonomie de décision ;
- les branches, constituées d'unités de production homogène impliquées dans les diverses activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité ;
- les produits, définis en référence à une nomenclature de produits.

Les comptes nationaux gabonais utilisent la nomenclature des biens et services de l'OCAM.

Afin de mieux apprécier l'évolution de l'activité économique, la variation des opérations sur biens et services est, en plus de l'analyse de leurs valeurs courantes (*comptes à prix courants*), mesurée en volume (*comptes à prix constants*). Alors que les valeurs courantes intègrent simultanément les dimensions prix et quantités, les agrégats à prix constants (agrégats réels) visent à enlever l'influence des prix dans les comparaisons. La méthode utilisée est celle dite de la double déflation : on calcule *a priori* des indices de prix par produits et par rapport à l'année de base qui est 1989, puis on déflate chaque ligne du Tableau d'entrées et sorties à prix courants pour déduire des agrégats à prix constants.

A ce niveau les données de la DGE et de la DGSEE sont difficilement comparables. En effet, pour les comptes à prix constants, la DGE utilise les prix de l'année 1991 comme prix de base tandis la DGSEE utilise les de l'année 1989 comme prix de base.

Les données présentées dans ce chapitre proviennent de la DGSEE et de la DGE. Les comptes de l'année 2001 sont semi-définitifs et sont fournis par la DGSEE. Les données allant de 2002 à 2007 sont issues des estimations et/ou des projections de la DGE.

3. Publications de référence

- Ministère de la planification et de la Programmation du Développement – Direction générale de la statistique et des études économiques – *Comptes Nationaux du Gabon : semi-définitifs 2001 de septembre 2006.*

4. Principales définitions

- **Administrations privées**

Elles comprennent l'ensemble des unités institutionnelles privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété. Il s'agit, pour l'essentiel, de cultes, syndicats, partis politiques, organisations non gouvernementales, associations de personnes, etc...

- **Administrations publiques**

Ce sont l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Elles comprennent les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

- **Biens**

Ce sont les objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis, et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.

- **Capacité ou besoin de financement**

C'est le solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels, etc...). On parle de capacité de financement si le solde est positif et de besoin de financement s'il est négatif.

- **Comptes à prix constants**

Ce sont des comptes déflatés des effets des variations de prix, l'année de référence, pour le Gabon, étant 1989.

- **Consommation finale**

Valeur de l'ensemble des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, individuels ou collectifs, la consommation finale se compose de :

- **Consommation finale des ménages (consommation finale privée) :** ensemble de la consommation des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique. La valeur des biens et services qui la composent est déterminée au prix d'acquisition (TVA comprise).

services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts indirects sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

- **Impôts sur le revenu**

Il s'agit des impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

- **Institutions financières** : voir sociétés financières.
- **Investissement** : voir FBCF.
- **Ménages**

Ce sont les individus ou les groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

- **Population totale résidente**

C'est l'ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si elles en sont temporairement absentes. La moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaison.

- **Production**

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.

- **Production marchande**

Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché, la production marchande comprend :

- les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire à un prix qui a une influence significative sur les montants que les producteurs sont disposés à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter) ;
- les produits troqués ;
- les produits autoconsommés ;
- les produits stockés.

- **Production non marchande**

C'est l'ensemble des biens et des services individuels ou collectifs produits par les administrations privées ou par les administrations publiques et fournis gratuitement, ou à des prix économiquement non significatifs (c'est-à-dire à des prix qui ont peu ou pas d'influence sur les quantités qu'un producteur est disposé à offrir et qui n'ont, selon toute vraisemblance, qu'une influence marginale sur les quantités demandées), à d'autres unités institutionnelles ou à la communauté dans son ensemble.

- **Produit intérieur brut aux prix du marché (PIB)**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, le PIB peut se définir de trois manières :

- somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ;
- somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale, FBCF, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

- **Produit national brut (PNB)**

C'est le PIB, augmenté des revenus du travail, de la propriété et de l'entreprise reçus du reste du monde et diminué des revenus, de même nature, versés à des non résidents dans le reste du monde.

- **Revenu disponible brut**

C'est le revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

- **Revenu brut des entrepreneurs individuels (RBEI)**

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles, le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

- **Secteur institutionnel**

C'est l'ensemble des unités institutionnelles regroupées sur la base de leurs fonctions, de leurs comportements, et de leurs objectifs principaux.

On distingue cinq secteurs institutionnels :

- les sociétés et quasi-sociétés non financières ;
- les sociétés financières ;
- les administrations publiques ;
- les ménages ;
- les administrations privées.

Il faut noter que, contrairement aux normes internationales, le système de comptabilité nationale gabonais agrège les administrations privées avec les administrations publiques.

- **Services**

Ce ne sont pas des entités indépendantes sur lesquelles il est possible d'établir des droits de propriété. Leur commercialisation ne peut être dissociée de leur production. Les services sont des sorties hétérogènes produites sur commande ; ils se traduisent typiquement par un changement de l'état des unités qui les consomment, changement obtenu par l'activité des producteurs à la demande des consommateurs.

- **Sociétés financières**

Il s'agit de l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts etc.), les auxiliaires financiers et d'assurance et les sociétés d'assurance.

- **Sociétés et quasi-sociétés non financières**

Il s'agit de l'ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

- **Stocks**

Ils représentent la situation, ou la détention, par les unités institutionnelles, des actifs et des passifs à un moment précis dans le temps.

On enregistre la valeur des actifs non financiers, produits et non produits, et celle des actifs et passifs financiers. Les actifs couverts se limitent à ceux qui sont utilisés dans l'activité économique et qui font l'objet de droits de propriété.

- **Subventions**

Ce sont les transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée et les autres subventions sur la production.

- **Taux d'épargne** : Epargne brute / Revenu disponible brut.
- **Taux de marge** : Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée.
- **Taux d'investissement** : FBCF / Valeur ajoutée.
- **Taux d'autofinancement** : Epargne brute / FBCF.

- **Unité institutionnelle**

C'est le centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale.

- **Valeur ajoutée brute**

C'est la valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire. Elle se détermine en tant que solde du compte de production. La valeur ajoutée brute totale de l'économie constitue l'élément essentiel du produit intérieur brut.

- **Variation des stocks**

Au cours d'une période, c'est la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

Chapitre V.2

Finances

1. Présentation

Jusqu'en 2008, la gestion des finances publiques incombe à deux ministères : le ministère chargé des Finances, pour la partie fonctionnement du budget général de l'Etat, et le ministère en charge de la Planification et de la Programmation du Développement, en ce qui concerne le volet investissement. Mais, tous les paiements de l'Etat sont opérés par le ministère des Finances à travers le Trésor public.

Si le budget de fonctionnement est exécuté presque dans sa totalité, cependant les ordonnancements du budget d'investissement atteignent 85,1% au cours des 7 dernières années par rapport aux engagements. Les règlements se faisant un taux légèrement plus bas dans la même période.

Le secteur financier gabonais, quant à lui, est à l'image de celui de la zone BEAC auquel le Gabon appartient. Il comprend quatre types d'institutions financières :

- la Banque centrale (BEAC), elle a pour missions principales d'émettre la monnaie centrale, de gérer les réserves internationales et d'assurer la surveillance générale du système monétaire ;
- les banques créatrices de monnaie (BCM), constituées des banques commerciales et du système des Chèques postaux, qui mettent en circulation de la monnaie et acceptent des dépôts à vue transférables par chèques ;
- les autres institutions bancaires (AIB) sont des banques n'acceptant pas de dépôts à vue transférables par chèques. Elles se répartissent en : autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) et autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC (AIBNE) ;
- les institutions financières non bancaires (IFNB) ne reçoivent pas de dépôts du public, mais contribuent au financement de l'économie à travers l'octroi de crédits et l'émission des obligations.

En 2007, la situation monétaire large se caractérise entre autres par l'augmentation de la masse monétaire (M2) et des avoirs extérieurs, un renforcement des crédits à l'économie, une consolidation des réductions des crédits intérieurs et une amélioration de la position nette du gouvernement vis à vis du système bancaire due à son désengagement envers le FMI, la BEAC, les BCM ainsi qu'envers les AIBE. Ainsi, l'encours de sa dette est passé de -36.8 milliards en fin décembre 2006 à -487,6 milliards en décembre 2007.

Aussi, l'augmentation de la masse monétaire M2 conjuguée avec celle des disponibilités monétaires traduit un regain des activités économiques.

2. Sources et méthodologie

Les réalisations budgétaires sont établies, à travers le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), par le ministère des Finances. Les données relatives aux finances publiques proviennent donc, pour l'essentiel, des fichiers tenus par ce dernier.

Les dépenses en capital inscrites dans le TOFE incluent, en plus des dépenses d'investissement ordonnancées par le ministère chargé de la Planification, celles opérées directement par le ministère des Finances selon une procédure particulière.

Les données relatives à l'encours de la dette publique selon les catégories de crédits sont fournies par la Direction générale de la comptabilité publique.

Les chiffres concernant la situation monétaire et le crédit sont produits par la BEAC à partir des données comptables fournies par les institutions financières. Les résultats des traitements effectués par la BEAC sont régulièrement approuvés par un comité national présidé par l'autorité monétaire (le ministre chargé des Finances et/ou celui de la Planification).

3. Publications de référence

- Ministère des Finances, de l'Economie, du Budget et des Participations, Chargé de la privatisation – Direction Générale de l'Economie – *Tableau de bord de l'économie : situation 2007* – N° 37.

4. Principales définitions

- **Avoirs extérieurs nets**

C'est l'ensemble des créances générées par les transactions courantes et les mouvements de capitaux opérés avec le reste du monde. Ces avoirs mesurent la position nette de la Banque centrale et des autres institutions financières vis-à-vis de l'extérieur.

- **Charges communes**

Elles représentent un ensemble très hétérogène de dépenses d'investissement se rapportant essentiellement aux logements administratifs et aux différentes réfections.

- **Créances nettes sur l'Etat**

C'est l'ensemble des crédits monétaires octroyés à l'Etat, c'est-à-dire la position nette du gouvernement (crédits concédés à l'Etat par les institutions de crédit et dépôts monétaires gérés par le Trésor public) et les autres créances nettes sur l'Etat (titres émis par l'Etat et acquis par les établissements de crédit).

- **Créances sur l'économie**

C'est l'ensemble des crédits et des titres concédés par les institutions financières aux agents économiques autres que l'Etat.

- **Crédit intérieur**

C'est la somme des créances nettes sur l'Etat et des créances sur l'économie.

- **Dépenses afférentes aux équipements administratifs**

Ce sont les dépenses relatives aux réfections et constructions d'immeubles administratifs.

- **Dépenses de renouvellement**

Ce sont les dépenses relatives à la mise en l'état et à l'acquisition d'équipements.

- **Dépenses en capital (d'investissement)**

C'est l'ensemble des dépenses effectuées par l'Etat pour l'acquisition de biens durables et la réalisation de travaux d'intérêt public. Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les dépenses supportées pour la construction des bâtiments et les autres travaux publics.

- **Dettes publiques**

C'est l'ensemble des emprunts que l'Etat contracte directement ou garantit pour des tiers. La dette publique implique les notions de :

- **Encours de la dette** : stock de la dette, c'est-à-dire l'ensemble des crédits dus par l'Etat à un moment donné ;
- **Service de la dette** : ensemble des dépenses (capital emprunté ou principal, intérêts et autres frais) à charge de l'Etat au titre du remboursement de la dette ;
- **Dette garantie (ou assurée)** : dette contractée par un tiers (avec l'aval de l'Etat) engageant l'Etat, en cas de défaillance du tiers contractant, à en assurer le remboursement.

- **Disponibilités monétaires (masse monétaire M1)**

Il s'agit de tous les moyens de paiement en vigueur : les billets et les pièces de monnaie en circulation, ainsi que les dépôts à vue mobilisables par chèques.

- **Masse monétaire M2**

Elle regroupe les disponibilités monétaires (M1) et la quasi-monnaie.

- **Quasi-monnaie**

C'est l'ensemble des placements à vue, non mobilisables par chèques, effectués auprès des établissements de crédit et du Trésor public.

Dettes publiques

Tableau V.2.1.4 : Encours de la dette publique

Situation au 31 décembre

Unité : million de FCFA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes extérieures	2 116,8	2 095,4	1 906,1	1 852,2	1 770,1	1 594,9	1 479,9
Dettes multilatérales	308,5	276,2	193,6	198,6	199,0	174,7	163,4
Dettes bilatérales	1 782,0	1 798,0	1 693,9	1 634,5	1 558,8	1 403,6	1 316,5
Dettes bancaires	26,7	21,1	18,6	17,9	12,3	6,6	0,0
Dettes intérieures	193,3	279,2	239,3	168,9	124,4	93,5	140,6
Dettes directes	193,3	279,2	239,3	168,9	124,4	93,5	140,6
Total de l'encours de la dette	2 310,1	2 374,6	2 145,4	2 021,1	1 894,5	1 688,4	1 620,5

Source : DGCP et DGE

Tableau V.2.1.5 : Ratios d'endettement

Unité : %

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Service de la dette / recettes publiques	50,6	17,9	29,1	27,5	24,8	26,7	25,1
Service dette / exportations de biens et services	32,1	11,6	17,2	15,5	13,3	13,5	13,6
Intérêts dette / dépenses publiques courantes
Encours de la dette / PIB	66,5	69,1	61,0	53,3	41,4	33,8	29,6
Encours dette / exportations de biens et services	124,9	141,4	120,5	102,6	70,9	53,7	53,6

Sources : DGCP, DGE et DGSEE

V.2.2 : Monnaie et crédit

Tableau V.2.2.1 : Situation monétaire consolidée : ressources et contreparties des ressources du système monétaire

Situation au 31 décembre

Unité : milliard FCFA

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
RESSOURCES							
Disponibilités monétaires (M1)	331,2	346,7	345,5	385,3	521,7	617,8	688,3
Monnaie fiduciaire hors BCM et AIBE	128,1	131,9	123,8	138,5	189,9	218,6	225,4
Monnaie scripturale	203,1	214,8	221,7	246,8	331,8	399,2	462,9
Quasi-monnaie	236,6	254,8	249,1	273,4	313,1	360,7	358,1
Masse monétaire (M2)	567,8	601,5	594,6	658,7	834,8	978,5	1046,4
Ressources extra-monétaires	135,7	137,6	155,1	169,2	183,7	196,3	178,3
Fonds propres	159,7	176,2	193,9	209,9	209,4	208,2	204,2
Allocations de DTS	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes nets	-24,0	-38,6	-38,8	-40,7	-25,7	-11,9	0
Total des ressources	703,5	739,1	749,7	827,9	1 018,5	1 174,8	1 224,7
CONTREPARTIES DES RESSOURCES							
Avoirs extérieurs nets	-11,4	31,9	75,5	286,0	536,5	709,2	1 108,9
Créances nettes sur l'Etat	243,2	199,3	207,8	119,1	17,4	-89,9	-519,8
Position nette du gouvernement	275,9	225,7	237,9	154,4	60,1	-36,7	-487,6
Autres créances nettes sur l'Etat	-32,7	-26,4	-30,1	-35,3	-42,7	-53,2	-32,2
Créances sur l'économie	471,7	507,9	466,4	422,7	464,7	555,5	635,6
<i>Crédit intérieur</i>	714,9	707,2	674,2	541,8	482,1	465,6	115,8
Total des contreparties	703,5	739,1	749,7	827,8	1 018,6	1 174,8	1 224,7

Source : BEAC

**VI. AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET, PECHE ET
INDUSTRIES**

Elles correspondent à la production autoconsommée par la SEEG pour les besoins de ses activités de production.

- **Industrie du bois**

Elle comprend, au sens strict, les activités de transformation des grumes en placages, contreplacages et sciages.

VI.3.7 : Matériaux de construction

Tableau VI.3.7.1 : Production de clinker et de ciment

	Unité: tonne						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Clinker ¹	176 168	219 968	215 417	210 204	167 380	145 985	185 109
Ciment	240 209	262 319	261 246	271 755	287 204	270 833	228 601
Agrégats	225 375	256 578

1. Le clinker est utilisé pour la fabrication du ciment.

Sources : SCG et Cim-Gabon

VI.3.8 : Indice de la Production industrielle

Tableau VI.3.8.1: Indice général et indice par branche en moyenne trimestrielle

	Base 100 en 1989						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Indice Général	150,6	157,2	154,6	158,4	167,3	177,2	187,3
Fabrication des produits alimentaires	122,2	121,4	117,8	116,1	127,6	135,7	148,4
Fabrication des produits à base de tabac	275,9	147,3	113,3	140,4	172,6	183,1	214,2
Travail du bois	145,1	132,3	133,9	141,0	141,7	163,2	183,5
Edition, imprimerie	233,0	265,0	297,6	262,5	287,5	297,5	276,2
Fabrication des produits chimiques	140,1	166,7	114,0	111,2	137,7	149,9	174,0
Raffinage pétrolier	148,3	191,4	161,7	173,6	178,3	174,6	205,8
Fabrication du ciment	209,2	224,4	228,0	237,2	250,6	236,4	199,5
Production et distribution d'énergie et d'eau	148,0	157,0	163,4	168,2	173,5	187,8	193,4

Source : DGSEE

**VII. TRANSPORTS, COMMUNICATIONS, CULTURE,
TOURISME ET SPORTS**

Chapitre VII.1

Transports

1. Présentation

Le système de transport gabonais est caractérisé par la présence de tous les moyens de transport :

- Les transports aériens s'identifient par un réseau assez dense qui utilise 27 aéroports dont trois de classe internationale. Le réseau domestique est desservi par une multitude de compagnie privées de plus en plus nombreuses et spécialisées dans le transports de personnes et de frets (La Nationale, Air Service, N2AG, Heli-Union, etc.) tandis que le réseau international est exploité par Gabon Airlines, Air Service, Allégiance et de grandes compagnies internationales (Air France, Royal Air Maroc, Cameroun Airlines, Ethiopian Airlines, Air Ivoire, South Africa Air ways, etc.).

Le transport terrestre se fait remarquer actuellement par une organisation progressive du secteur. En effet, on note, avec l'amélioration du réseau routier, la mise en place des compagnies de transport terrestre plus structurées. Ces compagnies sont pour la plupart basées à Libreville. Cependant, la présence des unités informelles reste remarquable. Les activités de ce secteur se déroulent en zones urbaine (SOGATRA) et périurbaine. A cela s'ajoute le transport interurbain (Sociétés de transport terrestre) et en zone rurale.

En dehors des opérateurs exerçant dans ces différentes branches du secteur du transport terrestre, il y a la présence des auxiliaires de transport (agences de voyages, agences de déménagement, sociétés de transit, d'acconage, manutention, etc.)

Le transport ferroviaire est assuré par la Société d'Exploitation du Transgabonais (SETRAG) en collaboration avec la Compagnie minière de l'Ogooué et la Société nationale des bois du Gabon avec leurs véhicules propres (transport du manganèse et du bois en grumes).

Le transport fluvial et maritime est exploité par plusieurs entreprises spécialisées à partir de deux ports maritimes (Owendo et Port-Gentil) et une vingtaine de ports fluviaux, tous gérés par l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG), au niveau de la gestion domaniale, l'exploitation du port à bois, entre autres. En effet, en 2003, l'Etat a concédé la gestion des Ports d'Owendo et de Port-Gentil à la société SIGEPRAG.

Au niveau du transport fluvial, la Compagnie de Navigation Intérieure (CNI), structure étatique, souffre non seulement de l'absence de matériel d'exploitation et de la concurrence des autres opérateurs du secteur (SONAGA, La Villageoise, OBOTA, ANTARES) qui assurent le trafic entre Libreville et Port-Gentil et la desserte de Port-Gentil, Lambaréné et les lacs. Certaines de ces compagnies exploitent le trafic maritime entre le Gabon et d'autres pays de la côte ouest africaine.

Le trafic maritime de grande envergure est sous le contrôle des compagnies multinationales. Elles assurent le trafic des marchandises entre le Gabon et l'extérieur. A côté de ce trafic de marchandises, certains navires (surtout d'Afrique centrale et de l'ouest) exercent dans le transport des personnes, des biens de consommations et de matériaux.

2. Sources et méthodologie

Les données proviennent des questionnaires adressés par la DGSEE à différents organismes : SETRAG, OPRAG, SOGATRA, URAI, ASECNA et les transporteurs terrestres, puis des administrations publiques, à savoir le Gouvernorat, la Direction Générale des Travaux Publics et de la Direction Générale de la Sécurité Routière.

ADL fournit régulièrement les données sur l'activité commerciale de l'Aéroport de Libreville.

Les statistiques relatives aux immatriculations de véhicules, fournies par les gouvernorats de province, ne prennent pas en compte les véhicules des services de sécurité et des représentations diplomatiques. Les immatriculations sont supérieures aux ventes déclarées par l'Union des représentants des automobiles industrielles (URAI), en raison du développement, à partir de 1996, du marché des véhicules d'occasion importés.

3. Principales définitions

- **Mouvement d'appareil**

Exprimé en tours, le mouvement d'appareil comprend le décollage et l'atterrissage d'un aéronef.

- **Passagers en transit**

Ce sont les passagers des vols domestiques et internationaux en escale à l'Aéroport de Libreville et devant poursuivre leur voyage.

Tableau VII.1.4.4 : Activité commerciale de l'aéroport de Libreville¹

	Unités	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Mouvements d'appareils ²	tour	35 836	36 403	35 825	29 503	28 386	27 959	32 767
Nombre de passagers	1	768 151	838 079	854 776	698 589	635 422	603 374	666 928
A l'arrivée	1	367 457	403 208	412 860	339 955	301 690	285 857	308 723
Au départ	1	389 632	426 094	430 005	347 530	310 231	295 010	319 039
En transit	1	11 062	8 777	11 911	11 104	23 501	22 507	39 166
Fret et Poste	tonne	18 068	17 096	15 770	14 400	14 839	20 174	25 425
Tonnage atterissage	tonne	593 379	630 402	641 564	504 789	464 966	452 174	478 839

1. Mouvements domestiques et internationaux.

2. Arrivée + départ

Source : ADL

Chapitre VII.2

Communications, culture, tourisme et sports

1. Présentation

Le secteur des communications est composé de plusieurs opérateurs économiques. On note la présence de :

- la Poste, née à la suite de la privatisation de Gabon-Poste en novembre 2006. Cette société est spécialisée dans le traitement et l'acheminement du courrier, des colis postaux, et de la gestion des boîtes aux lettres. Dans cet acheminement de courrier, on retrouve aussi la présence de Delta plus dans le traitement du courrier accéléré ;
- le groupe Gabon-Télécom-Libertis, né de la privatisation de Gabon Télécom et de la fusion avec l'opérateur de la téléphonie mobile Libertis, en novembre 2006. Ce groupe exerce dans les télécommunications et la gestion des fournitures d'accès à l'Internet ;
- Gabonaise de Télécommunication spécialisée dans la gestion des fréquences d'émissions et des ventes de terminaux ;
- les opérateurs de la téléphonie mobile ;
- TV SAT, opérant dans l'installation des équipements pour les réseaux de télévision satellitaire.

La circulation de l'information est régulée par le Conseil national de la communication qui octroie, suspend et abroge le droit d'exercer, sur le territoire national, dans le domaine de la presse. Le paysage médiatique se développe lentement. On observe que le nombre de titres hebdomadaires et de périodiques varie considérablement d'une année à l'autre.

C'est le ministère de la culture des Arts et des Droits de l'homme qui a en charge la promotion, la protection du domaine culturel et son développement en République gabonaise.

Ce département ministériel est en pleine structuration de ses organes.

La Direction Générale de la culture ne dispose pas d'un fichier permettant la lisibilité des activités effectuées par des structures privées et/ou publiques relevant de sa compétence (maisons d'édition de livres et de supports audiovisuels, des salles de cinéma, etc.) .

Cependant, elle vient d'effectuer des missions à l'intérieur du pays dans le cadre du dénombrement du patrimoine culturel gabonais.

Les activités culturelles (spectacles, expositions, concerts) réalisées sur toute l'étendue du territoire ne sont pas enregistrées par le ministère de tutelle.

3. Principales définitions

- **Carte postale ordinaire**

C'est un courrier sur carte postale non recommandé et sans enveloppe.

- **Périodique**

C'est un journal dont la périodicité de parution est supérieure à la semaine.

- **Pli ordinaire**

C'est une lettre ou un paquet simple sans valeur déclarée.

- **Titulaire (d'une carte « bibliothèque »)**

C'est un usager ayant déposé une caution à la bibliothèque afin de pouvoir bénéficier de prêts d'ouvrages pour la consultation à domicile.

- **Recettes des produits financiers de la Poste**

Elles se composent, entre autres, des mandats, des produits de la caisse d'épargne postale et des produits budgétaires des chèques postaux.

- **Effectif client par chambre**

C'est le rapport entre le nombre de clients logés et le nombre de chambres loués ou occupés au cours d'une période.

- **Flux clientèle**

C'est le rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'unité de temps sur un période.

VII.2.3.4 : Tourisme et structures d'hébergement

VII.2.3. 4.1 : Arrivées des touristes au Gabon par zones de provenance

Tableau VII.2.3.4.1.1 : Arrivées des touristes au Gabon

	En nombre						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Europe	118 330	128 961	130 624
Afrique	42 433	55 221	57 450
Amériques	2 700	9 787	11 538
Asie	1 330	6 530	8 247
Autres	4 097	9 849	14 398
Total	168 890	210 348	222 257	180 579	151 368	149 680	159 412

Source : DGT

Tableau VII.2.3. 4.1.1.1 : Activités de Gabontour

	En nombre						
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Touristes enregistrés	8 240	10 025	12 043	13 803	14 140	14 988	16 941
Nombre d'agences touristiques connues	19	22	26
Nombre de sites et monuments touristiques connus	43	48
1. Les touristes enregistrés par Gabontour							

Source : Gabontour

Tableau VII.2.3.3.4 : Infrastructures et établissements sportifs par propriétaire

	cumul	
	Ministère	Privé
Infrastructures sportives		
Stades omnisport	1	0
Pistes d'athlétisme	1	0
Autres stade aux normes FIFA	0	1
Complexes sportifs	1	3
Etablissements de Jeunesse		
Maison de jeunesse	-	-
Auberges de jeunesse	-	-
Salles de sports	2	-
Stades ou aires de jeu pluridisciplinaire	1	3

Source : Direction des Sport et du Plein Air

Tableau VII.2.3.3.5 : Nombre de mouvements et/ou associations par sport olympique en 2007 (clubs)
Affiliés aux fédérations nationales de sport

	cumul 2007
Athlétisme	11
Basketball	11
Boxe	9
Cyclisme	4
Football	21
Handball	10
Judo	7
Karaté	10
Volleyball	10
Taekwendo	8
Tennis	6

Source : Direction des Sport et du Plein Air

VIII. ECHANGES EXTERIEURS

- **Compte des transactions courantes**

Encore appelé compte des opérations courantes ou des paiements courants, ce compte retrace l'ensemble des transactions liées aux marchandises, services, revenus des facteurs et transferts unilatéraux.

- **Compte de capital**

C'est l'ensemble des transferts de capital (aides à l'investissement, remises de dette, transferts d'épargne des migrants) et des échanges d'actifs incorporels tels que les brevets, les droits d'auteurs, les marques, etc.

- **Compte d'opérations financières**

Il concerne l'ensemble des investissements classés selon leur ventilation fonctionnelle. Il comprend :

- les opérations d'investissements directs qui sont subdivisées en capital social, bénéfiques réinvestis et autres transactions entre entreprises apparentées ;
- la rubrique Investissements de portefeuilles qui recouvre les transactions portant sur les titres de participation et les titres de créance ;
- la rubrique Autres investissements qui recouvre les crédits commerciaux et les prêts à court et à long terme ;
- le poste Avoirs de réserve qui enregistre les transactions relatives aux avoirs dont les autorités monétaires du Gabon considèrent qu'elles disposent pour répondre aux besoins de financement de la balance des paiements et, dans certains cas, à d'autres besoins.

- **Erreurs et omissions nettes**

C'est un poste d'ajustement qui permet de compenser la surévaluation ou la sous-évaluation des composantes enregistrées dans la balance des paiements.

ANNEXES

Société meunière et avicole du Gabon
Société des cigarettes du Gabon
Société gabonaise de raffinage
Société gabonaise de transport
SIAT Gabon
Sucreries d'Afrique Gabon
Sunset beach
Studio M'plaza
Trésor public
Université Omar Bongo Ondimba
Université des sciences de la santé
Université africaine des sciences
Union Gabonaise de Banque
Université Omar Bongo
Union des représentants des automobiles industrielles
UPEGA
ZAIN

**DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES**
B.P. 2119 Libreville - Gabon
Téléphone : (241) 72 13 69, 76 06 71, 76 14 12
Télécopie : (241) 72 04 57
Site Web : WWW.stat-gabon.ga
Courrier : plan.dgsee@yahoo.fr

DIRECTEUR GENERAL	Louis-Martin WORA
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	Paul Henri NGUEMA MEYE
CONSEILLERS DU DIRECTEUR GENERAL	Paul-Henri WIRANKOSKI
DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE NATIONALE	Francis Thierry TIWINOT
<i>CHEF DE SERVICE DES COMPTES NATIONAUX</i> <i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES ECONOMIQUES</i>	<i>Césaire MBADINGA KOMBILA</i> <i>Jean-Jacques ONDO MEGNE</i>
DIRECTEUR DES ETUDES, DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE	Symolin ONDO METO'O
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES ET DE LA COORDINATION STATISTIQUE</i> <i>CHEF DE SERVICE DE L'INFORMATIQUE</i>	<i>Jean-Benoit PONGUI</i> <i>Hyacinthe OBIANG MINKO</i>
DIRECTEUR DES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES	Jean-Noël BIYOGO
<i>CHEF DE SERVICE DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES</i> <i>CHEF DE SERVICE DES MOUVEMENTS DE POPULATION ET DE L'ETAT-CIVIL</i> <i>CHEF DE SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE</i>	<i>Noël MOUSSAVOU</i> <i>Edwige OYE NDONG</i> <i>Désiré ZE NGUEMA</i>
DIRECTEUR DES STATISTIQUES GENERALES	Jean-Nestor NGUEMA
<i>CHEF DE SERVICE DES PRIX ET DES INDICATEURS SOCIAUX</i> <i>CHEF DE SERVICE DES ENQUETES</i> <i>CHEF DE SERVICE DES STATISTIQUES DE PRODUCTION ET DU COMMERCE EXTERIEUR</i>	<i>Nicole NGUEMA</i> <i>Louis Bernard MOUANDA</i> <i>François Nicaise NKOGHE NZE</i>